DÉCOUVERTES

CAHIERS MENSUELS N.ºs 34-35

LA HAINE

LA REVUE FRANÇAISE DE LISBONNE



À nos lecteurs

DÉCOUVERTES — nous le répétons une fois de plus — *n'est pas une revue subventionnée*, et encore moins *officieuse*, mais une publication entièrement privée et indépendante. Elle ne se plie à aucun conformisme quel qu'il soit; elle n'est inféodée à aucun groupe, à aucune chapelle, à aucun parti, à aucun gouvernement, à aucun pays. C'est ce qui justifie la franchise de ses opinions, dont elle assume l'entière et exclusive responsabilité; c'est ce qui fait sa force et son intérêt; c'est ce qui explique son audience de plus en plus large, et la sympathie que nous témoignent nos lecteurs, même quand ils ne sont pas d'accord avec nous. Mais c'est aussi ce qui explique les difficultés et les obstacles que l'on s'efforce, un peu de tous les côtés, de semer sur notre route.

C'est pourquoi nous prions nos lecteurs, non seulement de ne pas tarder *à renouveler leur abonnement*, mais encore de continuer comme beaucoup l'ont fait jusqu'à présent — à recruter autour d'eux *de nouveaux abonnés.*

Ce n'est qu'ainsi que DÉCOUVERTES pourra continuer à maintenir cette *indépendance*, sans laquelle nous ne pourrions pas, parce que *nous ne voudrions pas*, poursuivre notre publication.

ABONNEZ, OU FAITES ABONNER VOS AMIS!

FAITES VOTRE PUBLICITÉ DANS «DÉCOUVERTES»

On s'abonne à DÉCOUVERTES:

AU PORTUGAL:

Par **chèque** ou **mandat-poste**, au nom de Jean HAUPT (Cahiers DÉCOUVERTES), à envoyer, joint au bulletin d'abonnement, à:
Jean HAUPT — Rua Artilharia Um, 48, 1.°-D.to — Lisbonne.

EN FRANCE:

— Par **chèque**, au nom de **Jean HAUPT**, à envoyer directement, joint au bulletin d'abonnement, à l'adresse ci-dessus; ou bien:

— Par **mandat-poste** adressé à la:
SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT — Toulon. CCP. 275-00 — Marseille
avec l'indication: **Compte M. Jean HAUPT, n.° 98 001 - S_2**

Envoyer le talon ou récipissé, joint au bulletin d'abonnement, à:
Jean HAUPT — Rua Artilharia Um, 48, 1.°-D.to — Lisbonne — PORTUGAL

ABONNEMENT ANNUEL

	Etudiant	Normal	De soutien à partir de
Escudos	100	120	150
Francs français	18	22	25
Francs belges	200	250	300

DÉCOUVERTES

CAHIERS MENSUELS

Publiés sous la direction de Jean HAUPT
Rua Artilharia Um, 48 - 1.° - Dt.° — Téléph. 68 01 37 — LISBONNE

Nos 34-35 — 3e année — Février-mars 1967

SOMMAIRE

Propriétaire-éditeur: **Jean HAUPT** — R. Artilharia Um, 48 - 1.°-D.to — **Lisbonne** — PORTUGAL
Dépôt central pour la France:
LA LIBRAIRIE FRANÇAISE, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6e — Tél. BAB-40-33

Comp. et imp.: **Silvas, L.da** — Rua D. Pedro V, 126 — Tél. 32 31 21 — **Lisbonne** — PORTUGAL



Tout ce qui est occidental est nôtre.
Tout ce qui est national est nôtre.

La Haine

LES calculateurs électroniques ont cessé de fonctionner, et les chiffres sont là, froids, objectifs, implacables: au moment où nous écrivons, ce lundi 13 mars 1967, il est avéré que la «Ve République» disposera, au maximum, à la nouvelle Chambre, des 244 députés qui lui sont indispensables pour être encore la majorité.

Ce résultat, qui ne nous surprend pas, semble avoir plongé dans la stupeur ceux que l'on appelle, par habitude, les «observateurs» de la grande presse d'information, en France, et à l'étranger, où certains journaux, à la veille encore des élections, annonçaient en gros titres «UNE VICTOIRE ÉCRASANTE DE LA MAJORITÉ».

Au long de cette «nuit électorale», accrochés jusqu'à l'aube (une fois de plus dans ces neuf dernières années!) à notre poste de radio, en avons-nous entendu des explications, de la bouche de personnalités appartenant à tous les horizons de la politique! Explications, les unes embarrassées, les autres triomphantes, d'autres fielleuses ou larmoyantes.

C'est ainsi qu'un député de la majorité sortante explique l'échec cuisant de l'U.N.R. par: «la haine»...

Mais «la haine» n'est pas une explication; c'est comme si l'on vous disait: ce papier n'est pas noir parce qu'il est blanc.

La haine n'est pas une plante à génération spontanée; elle ne jaillit pas dans le coeur des hommes si on ne l'y a pas semée.

Ce qu'il fallait, précisément, c'est expliquer pour qui, pourquoi cette haine. Pour qui, pourquoi cette haine qui a fait — cas unique, peut-être, dans l'histoire politique de la France — que des électeurs du centre, de droite, voire d'estrême d'roite, ont voté pour des candidats de gauche, voire d'extrême gauche.

Les lecteurs de DÉCOUVERTES, *où nous nous efforçons, depuis trois ans, de commenter objectivement — sans haine — l'évolution de la politique mondiale en général et, en particulier, de la politique française, savent peut-être les raisons de ce phénomène. C'est pourquoi, nous ne les exposerons pas ici. Nul doute, d'ailleurs, que notre correspondant parisien nous donnera dans notre prochain numéro, avec sa sagacité habituelle, une analyse profonde et détaillée de la campagne électorale, des élections et de leurs résultats.*

Pour l'instant, nous nous contenterons d'exprimer notre pensée en quelques formules synthétiques qui, croyons-nous, résument toute la situation. Récemment, une personne que nous connaissons bien, nationaliste, si je puis dire, de naissance, une de ces personnes que l'on qualifie volontiers d'extrême droite, ou même de «fasciste», déclarait péremptoirement: «Moi, si j'avais à voter entre un candidat communiste et un candidat U.N.R., je voterai, sans hésiter, pour le communiste.» Et, devant la surprise de son interlocuteur, elle ajouta: «C'est bien simple: entre deux ennemis qui, l'un et l'autre, veulent ma mort, mais dont l'un est mon ennemi déclaré, tandis que l'autre cherche à se faire passer pour mon ami, je choisis le premier.»

Ou, si vous voulez, je vous proposerai une autre image: je préfère que l'on me présente du poison dans une bouteille portant, en lettres bien visibles, sur une grosse étiquette rouge, l'indication: POISON — parce que je ne le boirai pas — plutôt que l'on me présente le même poison sous une belle étiquette tricolore où l'on a écrit: CHAMPAGNE, — parce que d'autres, sinon moi, risquent de le boire.

J. H.

ALGER, 26 MARS 1962

I



Francine Dessaigne

Souvenir de la province abandonnée

DANS *l'avant-propos du beau livre* «JOURNAL D'UNE MERE DE FAMILLE PIED NOIR» (1) *le professeur Louis Rougier écrit:* «L'auteur, Mme Francine Dessaigne, mariée à un ingénieur, est mère de quatre enfants de cinq à quinze ans (...) Elle a commencé à écrire son journal pour elle-même, pour y déverser les émotions trop fortes qui la suffoquaient, sans songer au public. C'est ce qui en fait la réussite parfaite (...) Sa vive sensibilité trouve toujours l'expression forte qui s'élève parfois sous la violence de la douleur jusqu'à une grandeur pathétique «...) ; un témoignage, une stèle, un message, mais aussi un acte d'accusation, tel est ce livre, le plus humain, le plus poignant, le plus beau que l'on ait écrit sur le drame de l'Algérie perdue.»

Il nous semble n'avoir rien à ajouter pour présenter à nos lecteurs Francine Dessaigne, dont nous publions aujourd'hui un texte inédit et émouvant, retraçant l'histoire de l'Algérie depuis l'origine jusqu'au jour où cessa de flotter sur cette terre inoubliable le drapeau tricolore.

Document écrit à l'occasion du douloureux anniversaire du 26 Mars 1962, et dédié au souvenir de la «province abandonnée».

(N. d. l. R.)

(1) Edition l'Esprit Nouveau 1962.

*

A l'origine des temps, l'Algérie n'existait pas, mais bien le Maghreb, cette île entre les flots de la mer et les vagues du désert, englobant la Tunisie et le Maroc. A quoi ressemble alors sa partie centrale? Un ruban de terres cultivables, une ligne de montagnes et de pierrailles qui ne connaîtront jamais la charrue, enfin, un autre ruban de largeur double voué aux errances des tribus pastorales. Plus loin, tout au sud, le territoire des palmeraies avec les oasis qu'une source fait vivre. La partie tempérée, cultivable, est toute en chaînes, failles et plateaux. Les replis du terrain, sa configuration tourmentée favorisent la constitution d'hégémonies locales luttant à tout instant entre elles pour des limites de pâtures ou des vols de troupeaux. L'union se fait parfois contre l'envahisseur et uniquement lorsqu'il donne des signes de faiblesse ou de lassitude. Dix siècles avant l'ère chrétienne, l'indigène vend ou se laisse prendre ses côtes, parce qu'il n'est qu'un berger nomade, absolument étranger à la mer et aux échanges qu'elle favorise.

Lorsque Tyr fonde Carthage, elle ne cherche pas à conquérir l'Afrique. Elle désire contrôler les routes maritimes et assurer sa suprématie commerciale. C'est l'extrême-Orient mercantile qui s'installe et s'étend, fondant sur la côte algérienne des jalons sur les lignes d'escale de la route des paillettes d'argent andalouses et de l'étain britannique. Pendant huit siècles, Carthage reste essentiellement tournée vers la mer, même si elle étend sa domination en Tunisie et dans le Constantinois. Elle soumet, enrichit des potentats locaux qui ne la soutiennent pas lorsque Rome, prenant ombrage de son expansion, l'écrase férocement.

Avec Rome, c'est l'occident militaire et organisateur qui s'installe pendant six siècles. Mais l'empire trop vaste se disloque et en 430 les Vendales envahissent le Maghreb. Rome disparaît, ses villes, ses routes, ses ouvrages tombent en ruines, victimes de l'incurie de l'indigène qui ne comprend pas la leçon et laisse échapper sa chance de civilisation (incurie fatale, aggravée par un siècle de gâchis dû à la présence des Vandales). Mais elle ressurgit pour un siècle avec l'empereur romain de Constantinople, qui fortifie les villes de sa côte et celles de l'intérieur. Il n'intervient pas dans les montagnes — l'Aurès qui résista seul aux Vandales et cette Kabylie qui, de ses crêtes, voit défiler les invasions à ses pieds — et rétablit contre les nomades le cordon de protection jadis tendu par les Romains. Ce n'est qu'un bref sursis.

Carthage avait fait profiter les élites locales venues dans ses villes de sa civilisation axée sur un commerce florissant et de la prospérité

qui en découle. Rome les avait élevées au rang de citoyens, leur apprenant l'art de la guerre et la valeur de l'administration. Au moment des décadences, ces hommes se dressent de toutes de leurs forces contre la puissance civilisatrice, sans tenir aucun compte des bienfaits reçus. Alliés de Rome contre Carthage pour tenter de préserver la puissance commerciale des villes, leurs descendants se dressent contre Rome qui leur avait inculqué le goût du pouvoir, sans qu'ils aient eu le temps d'acquérir les qualités indispensables à son exercice.

L'Islam qui déferle n'a pas d'ambition commerciale ni civilisatrice. Il conquiert pour imposer la loi du prophète à des populations aux croyances diverses et aux superstitions nombreuses. Ce que saint Augustin n'a réussi que très partiellement avec sa religion de fraternité et d'amour du prochain, les soldats de Mahomet vont le réussir «bessif» (par le sabre) ; mais il leur faudra plusieurs siècles. Le Berbère se convertit sans admettre foncièrement les principes religieux, ni les ordres du lointain calife qui les fait appliquer. Il découvre dans les discussions et les schismes des raisons d'unité qui favorisent la création de puissants royaumes rivaux entre eux et en perpétuelle insoumission contre le conquérant. L'Algérie, pendant cinq siècles, subit les fluctuations de ces royaumes berbères et de leurs rapports avec les Arabes. Au XIIe siècle, se détache la noble figure d'El-Moumène, second essai d'une civilisation qui est rejetée chaque fois par un ensemble d'impossibilités locales et d'apports extérieurs néfastes. El-Moumène le berbère, tente de faire régner l'ordre, redécouvre les voies romaines, crée une flotte, organise l'administration et fonde des universités. Au même moment, se prépare la seconde invasion arabe.

La première invasion représentait une élite de croyants et de guerriers. La seconde, c'est la ruée des pillards dont le calife se débarrasse, pas fâché d'envoyer cette plaie sur le Maghreb mal converti et insoumis. Les Béni-Hillal pillent, dévastent, font fuir les paysans mais, comme tous les autres, passent au pied des montagnes sans les affronter. L'anarchie s'installe partout. Tlemcen, en sursis, fait un moment figure de capitale.

Au XVIe siècle, l'Algérie est vassalisée tour à tour par le Maroc et la Tunisie. Soudain, l'Occident semble se réveiller. Le péril islamique dénoncé par les papes stimule les puissances chrétiennes. Ce sont les croisades aux siècles précédents, puis un sursaut de l'Espagne qui chasse les Arabes de son territoire et s'installe en 1509 à Oran, Alger, Bougie, Bône... Quatre aventuriers turcs brisent cet élan de l'Occident. L'Espagne est chassée de la Méditerranée.

Et le pays? Il a déjà subi quatre cents ans de pillards sur neuf cents d'Islam. La Berbérie n'est qu'une expression géographique. Les collectivités, incapables d'un effort commun, se désagrègent irrémédiablement. L'anarchie est à son comble, la ruine du pays est totale. Toutes les régions d'accès facile sont redevenues des terrains de parcours. Les paysans fixés par les Romains et restés sédentaires pendant la stabilité relative des royaumes berbères ont été massacrés ou, fuyant les hordes, ils ont, à la longue, rétrogradé au régime pastoral. Or, la civilisation n'a des chances de s'implanter que lorsque l'errance cesse. La Berbérie attendra trois siècles encore pour obéir à cette grande loi, grâce à la France... Oeuvre inachevée mais suffisamment avancée pour que l'on puisse imaginer ce qu'elle serait devenue si on nous en avait laissé le temps.

Au XVIe siècle, les Turcs sont à Tunis, Bougie, Alger, Tlemcen, Fez. Keir-ed-Din, seul survivant des quatre frères Barberousse, fait hommage du pays au Sultan de Constatinople qui l'aide à parachever la conquête. Un gouvernement central, le beylik, s'organise et l'ancienne Berbérie devient Régence d'Alger. A Alger, deux partis s'opposent: les Janissaires envoyés par le Sultan qui font, défont et tuent leurs chefs, et les Corsaires qui assurent la prospérité de la ville. Il n'est pas plus question pour les Turcs que pour les Vandales ou les Arabes de mettre l'Algérie en valeur. Ils se bornent à lever l'impôt et implanter des garnisons sur les points où la révolte menace. Alger enrichie, surpeuplée devient le pôle d'attraction des aventuriers.

Du XVIe au XIXe siècle les Corsaires barbaresques sévissent en Méditerranée. Des milliers de chrétiens sont enlevés, réduits en esclavage, tués; des tonnes de marchandises sont volées. Les puissances européennes tentent de négocier la tranquillité de leur passage et les accords sont aussitôt remis en question par des actes de piraterie. Occupées par leurs propres rivalités, elles n'organisent pas une politique d'assainissement de la Méditerranée. Elles alternent négociations et canonnades. Au XVIIe siècle, trois expéditions anglaises et deux françaises canonnent Alger. Le nid de corsaires résiste contre ces attaques sans lendemain.

Pour dominer la Méditerranée, Carthage s'est assuré un centre de rayonnement sur la côte d'Afrique; Rome l'en a chassée pour que l'Occident redevienne maître de cette mer qu'il sent sienne, «mare nostrum»... L'Orient est revenu avec les Arabes puis les Turcs. Les Arabes ont été chassés d'Europe en d'autres temps. Les Turcs n'ont pas de

désirs de conquête mais sont des trublions dangereux. Si l'Occident veut avoir la paix sur cette mer et sur ses propres côtes, il doit anéantir les Turcs et reprendre pied solidement en Afrique. Il a mis trois siècles pour se rendre à cette évidence.

Et c'est ainsi qu'une entreprise d'assainissement a été transformée par ceux qui en étaient chargés en la plus belle épopée de tous les temps.

Que devient le pays sous les Turcs? Il vit dans un désordre permanent. Alors qu'à travers les âges, une sorte de dynastie, d'unité locale s'est dégagée en Tunisie et au Maroc, le territoire algérien affirme sa décomposition. Le Turc se désintéresse de l'anarchie des tribus, qui établit une inoffensive tradition de désordre. En trois siècles, aucun historien ne signale de révolte notable. Cela pourrait faire croire à une certaine stabilité, il n'en est rien. Les maîtres de la Régence, qu'ils se nomment successivement Bey, Pacha, Agha ou Dey, meurent souvent de mort violente. «Il existait à la sortie d'Alger, en 1830, sept tombeaux octogonaux qui abritaient, selon la tradition, les restes de sept Deys élus et massacrés le même jour». [1] N'a-t-on pas dit que le règne des Turcs pouvait se définir comme un despotisme tempéré par l'assassinat! Les chefs meurent, mais ce ne sont que révolutions de palais généralement fomentées par les Janissaires. Les Corsaires ne s'intéressent qu'à leur proie et au profit qu'ils en tireront. Les commerçants, peu doués pour l'action, le sont terriblement pour l'intrigue, avec une seule pensée: survivre, avec leurs biens. Le peuple des villes travaille, rapine, vivote comme il peut, essayant d'éviter les coups. Dans l'intérieur du pays, c'est l'éternelle errance sur une terre désormais stérile qui enfouit sous une couche épaisse toute trace des champs, des voies et même des villes implantées par les Romains. Il faudra la France pour dégager Cherchell, Tipaza, Djémila…

*

L'Algérie au XIX[e] siècle est la même que celle de Carthage, avec ses deux bandes parallèles déterminant les formes de vie. Au nord, les Turcs tournés vers la mer ont remplacé l'import-export et le transit par la piraterie qui fait vivre les villes. Ils se désintéressent de l'arrière-pays où les tribus errent, s'entendent ou se haïssent sans la moindre idée, la moindre notion de l'État qu'elles auraient pu former si elles s'é-

---

[1] «La vie quotidienne à Alger…», Pierre Boyer — Hachette.

taient souciées de progresser à travers les siècles. Sur les crêtes des montagnes hautaines, les villages isolés continuent de garder leurs distances… «Au XIX[e] siècle, la nation Algérienne n'existait pas» nous dit Ferhat Abbas à son heure de sincérité, après avoir vainement interrogé les vivants et les morts. L'Algérie était un conglomérat anachronique, une anomalie dans le concert des nations qui, à l'époque, en dépit de fortunes diverses, avaient mis vingt siècles à profit pour s'édifier et affirmer leur existence.

Le soldat du Maréchal de Bourmont qui débarque à Sidi-Ferruch en 1830 est, qu'il le sache ou non, l'héritier de Villon, Colbert, Descartes, Voltaire, Napoléon et tant d'autres. Il sait ce qu'est un État, royaume, république ou empire; il sait ce qu'est une ville, un village organisé, le confort dans une maison. Il connaît la valeur d'un métier, d'une terre. De même, l'Italien qui le suit, et l'Espagnol, sont héritiers de la Renaissance, de Michel-Ange, Cervantès ou Goya, de la puissance des Papes, de celle de Charles-Quint ou même des grandes dynasties berbères qui ont marqué Cordoue ou Grenade et que, sur leur sol, on a oubliées. Tous ces Européens du XIX[e] siècle, réunis là par la fatalité, le goût de l'aventure ou quelque bonne raison de fuir leur patrie d'origine, tous ces pionniers mêlant les dialectes, découvrent une terre impensable, inimaginable, dont ils allaient faire en un siècle le miracle que l'on sait.

Impensable, inimaginable, la voici telle que l'a vue un officier, le Chef d'Escadron d'Illiers: «Lorsqu'en 1830, nous avons mis le pied sur la terre d'Afrique, nous y avons trouvé un peuple insouciant et superstitieux, que le fanatisme et la paresse entretenaient dans l'ignorance la plus complète des travaux d'art les plus simples et qui nous a laissé, non point une terre vierge, mais un malheureux pays dévasté sans cesse par la main de l'homme et par le feu. Les barrages avaient disparu, les puits s'étaient comblés; toutes les eaux, en un mot, étaient abandonnées à elles-mêmes, et l'on en avait conclu que l'eau manquerait toujours…»

Terre impensable,mais réaction politique connue: comme jadis Carthage, la France de Charles X ne vise que la côte pour mater durablement les pirates, et ceci en accord avec les autres puissances européennes, mais ne songe pas à l'intérieur du pays. Ce sont les pionniers qui forcent la main des gouvernements, avec un acharnement qui leur coûtera cher. Ils ne suivent plus les armées, ils les devancent à leurs risques et périls. Tout est à faire, ils font tout à la fois. Ils défrichent, assainissent, cultivent. Les familles s'installent dans l'insécurité, due autant aux

microbes qu'aux hordes de pillards. En 1843, la colonisation compte 60 000 Européens, rescapés de la malaria ou du grand rezzou d'Abd-El-Kader, auxquels s'ajoutent de nouveaux venus de France, d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne... Dix ans plus tard, ils sont plus du double, malgré le terrible choléra de 1849. Ils avancent toujours. On peut se demander ce qui surprend le plus l'autochtone, des soldats de Vallée prenant Constantine par le chemin le plus dur, de ceux de Bedeau soumettant les chaouias des Aurès, de ceux de Saint-Arnaud parcourant les crêtes kabiles, ou du colon bien décidé à faire surgir le blé sur le lieu d'errance traditionnelle des troupeaux.

Tout va très vite, les pionniers savent qu'il y a des siècles de retard à rattraper! Le génie ouvre les routes. On creuse des puits, les villages se créent où l'on fonde des dispensaires, des hôpitaux, des écoles. L'exemple de Boufarik ne décourage pas les pionniers du marais Bônois. D'année en année l'acclimatation et l'hygiène font leur œuvre, le taux de mortalité diminue, les terres cultivées remplacent les broussailles. Plusieurs générations de colons fabriquent des terres riches. Je dis bien «fabriquent»... ce que nul autre n'avait fait avant eux. Ah, ces pionniers! on y découvre l'aventurier roublard pris par la création, mort en héros obscur un fusil à la main pour défendre les premières pousses, ou vidé par la dysenterie; le bourgeois honorable ruiné par une aventure démesurée ou transformé en crapule par l'occasion ou la peur; le médecin, les religieuses, l'instituteur, épuisés d'être seuls face aux épidémies meurtrières maîtresses d'une terre en putréfaction, épuisés d'être seuls pour combattre la friche dans des crânes qui ont oublié d'évoluer. On y découvre le fonctionnaire qui arrive pour donner une structure administrative à ce bouillonnement et qui meurt, comme tout le monde, de la malaria.

Les familles s'accrochent, Vialar, de Tornac, de Franclieu, Guiauchsin, Laquière, Roseau... Le gouvernement central s'émeut des garnisons menacées, des fonctionnaires en danger: il faut abandonner ces terres dévoreuses dont on ne tirera rien, puisque depuis la nuit des temps on n'en a rien tiré! Les colons refusent, les colons s'enracinent. Ils sentent déjà les moissons et les vergers sous les broussailles. L'histoire de la Mitidja est le type même de l'épopée coloniale. En quelques années, la population de Boufarik doit être renouvelée trois fois! Le gouvernement envoie des ordres de repli. Les survivants disent: laissez-nous le temps d'assainir et vous verrez!

En 1841, Bugeaud, d'abord ennemi de la colonisation en profondeur, est subjugué par ce qu'il constate. Il lance une proclamation, véritable charte de la colonisation. On y lit un passage semblable à un acte de foi, bien émouvant aujourd'hui:

«Ma voix n'était pas assez puissante pour arrêter un élan qui est peut-être l'ouvrage du destin. Le pays s'est engagé, je dois le suivre. J'ai accepté la belle et grande mission de l'aider à accomplir son œuvre. J'y consacre désormais tout ce que la nature m'a donné d'activité, de dévouement et de résolution... Je serai donc colonisateur ardent, car j'attache moins ma gloire à vaincre dans les combats qu'à fonder quelque chose d'utilement durable pour la France.»

On a célébré sur nos écrans l'épopée américaine du Far-West. Avons-nous jamais vu celle des Français au Maghreb? Car ils étaient tous devenus Français et fiers de l'être, ces Italiens, ces Espagnols, ces Maltais. Ils le sont devenus par l'attachement né des péripéties de leur implantation, et par le choix. Personne n'a montré combien le caractère dramatique de ces péripéties dépasse en intensité celui des aventures américaines. Sur le plan de l'héroïsme quotidien, obscur, de l'audace, de la tragédie et enfin de la réussite, les colons français de la Mitidja, du Chéliff, de la plaine de Bône, du Sersou n'ont rien à envier aux fermiers de la Californie... si ce n'est qu'aujourd'hui les fermiers de Californie sont chez eux sans contestation. Mais il faut noter une autre différence: les villes et villages de la colonisation française étaient fréquentés par des milliers d'indigènes, alors que les Indiens de l'Ouest américain ont tous été massacrés. Et c'est bien là l'un des caractères originaux de la colonisation française tant décriée: la population locale, dont le chiffre était resté stationnaire depuis des siècles est passée en cent ans de 2 à 8 millions. La colonisation s'est faite avec et non pas contre les Mussulmans, que nous aimions et qui nous aimaient. Les Français sont montés sur ces pitons que les invasions contournaient. Ils sont allés jusqu'au Sahara. Les médecins, les infirmières ont piqué, soigné, sauvé, gagné contre le typhus, le trachome, le paludisme, et si Laveran a aidé le colon contre le marais, c'est sans doute Pasteur qui a permis de vivre à tant d'enfants.

En cent ans, les Français ont ouvert 80 000 km de routes et chemins; créé et aménagé quatorze ports modernes; établi 4500 km de lignes de chemin de fer et 32 aérodromes; les ingénieurs ont construit 11 grands barrages pour l'irrigation et l'électrification, sans parler de tous les ouvrages de moindre importance qui mettaient l'Algérie à la pointe du progrès. Lorsque nous évoquons les pionniers, il ne convient pas de penser aux seuls agriculteurs. L'Algérie Française était leur

œuvre, certes, mais aussi celle des bâtisseurs, des commerçants, des artisans, des ouvriers et des Musulmans qu'ils avaient réussi enfin à fixer et qui s'initiaient auprès d'eux à l'éveil, à la vie d'un pays neuf.

*

Je crois qu'il convenait d'essayer, à grands traits rapides, de redonner vie quelques instants à cette époque révolue dont le regret se mêle à l'amertume des œuvres gâchées. Je crois qu'il convenait, particulièrement en cette proche commémoration du 26 Mars, de penser aux pionniers. Les morts du 26 Mars 1962 étaient les frères de tous ceux qui sont morts avant eux, depuis plus de cent ans, pour que cette terre soit et reste française. Nos morts du 26 Mars n'ont pas leur nom gravé sur une stèle, comme on pouvait en lire sur les monuments aux morts de Boufarik. Car il y en avait deux: le premier, élevé à la mémoire de ceux trouvés à même la glèbe, égorgés par les pillards ou brûlés par la fièvre. Le second, élevé à la mémoire des enfants et petits-enfants des premiers, tombés sur les champs de bataille de 1870, de 1914-1918, de 1939-1945, partout où il fallait défendre la France. Deux monuments abandonnés aujourd'hui, comme tous les autres de nos villes et villages; comme tous les cimetières qui disparaissent sous les herbes folles; comme tous les champs que reprend la broussaille; comme tous les immeubles, les ouvrages d'art qui se dégradent, abandonnés comme tous les hommes qui regrettent la France et retrouvent la faim, la maladie, très anciennes compagnes oubliées qu'ils avaient cru définitivement vaincues.

J'aurais voulu terminer sur une note optimiste. Le cœur n'y est pas. En fait, est-il possible de terminer? J'aurais tant d'autres choses à dire... El-Alia, Wagram, Metouza, Sakamody, Bab-el-Oued, les promesses, l'espoir et le désespoir, les occasions manquées, les vies perdues...

Et nous, les familles déracinées? Nous étions, Provençaux, Bretons, Auvergnats, fiers de lancer des racines neuves de nos vieilles provinces. De retour, nous ne nous sentons plus vraiment Auvergnats, Bretons, Provençaux. Nous avons dans le cœur la grande œuvre de nos ancêtres, l'amertume de voir contester notre droit à cet héritage et surtout trop de malheurs proches qui auraient pu nous être épargnés. J'ai choisi de n'en pas parler sous la forme que j'emploie habituellement. A la rancœur, j'ai préféré l'histoire, presque la légende, pour rendre hommage aux morts en leur offrant nos raisons d'être fiers, et pour me souvenir avec vous, chers lecteurs, de la province abandonnée.

II

Deux poèmes

En cet anniversaire du 26 mars nous parvient le témoignage poignant d'une autre sensibilité féminine. Une de nos fidèles abonnées, Mlle Paulette Anglade, nous écrit cette lettre, combien sympathique et combien émouvante:

«...Mais, délivrés du temps, veillent les morts.

Afin de leur rendre hommage, je me permets de vous adresser deux poèmes, longtemps portés, longtemps cachés, écrits dans l'amour et la douleur d'un combat que d'aucuns appellent vaine nostalgie mais dont nous savons qu'il doit être et durer.

«Humbles mots, humble témoignage, mais pétris de ferveur.

«Offerts à mes amis, c'est à «Découvertes» qu'ils devaient être confiés, «Découvertes» qui, depuis son premier cahier, lutte avec une égale fermeté et une égale qualité.

Je vous remercie, Monsieur, ainsi que vos collaborateurs, de la constance éclairée qui vous anime.

Rien ne sera perdu tant que des hommes continueront à dire, avec Péguy:

— C'est la grandeur du combat qui est tout... Ce qui importe, c'est d'aller, d'aller toujours...»

Comment «Découvertes» pourrait-elle ne pas transmettre ce fervent message?

Voici donc les deux poèmes de Mlle Paulette Anglade:

ÊTRE ET DURER

Très loin, trop loin, pleure une source...
Tués l'amour et le pardon;
Filante étoile dans sa course
Vit croître épines et chardons
Notre jeunesse au cœur en friche.

On lui a dit: meurs ou bien triche,
Au temps élu des abandons.

Pour qui pour quoi ces corps fauchés
Dans la rizière et dans le bled?
Dans le marais et près de l'oued
Combien de morts là-bas couchés?
....

(Ô morts),
Sur vos mémoires passa le vent,
Mais il n'emporte que poussière.
Visages sculptés dans la pierre,
Roses des sables au désert,

Passe le vent sur vos mémoires,
Vous demeurez,
C'est vous l'Histoire.

Combien de morts là-bas couchés,
Dans les marais et près de l'oued,
Dans la rizière et dans le bled,
Pour qui, pour quoi ces corps fauchés?

Disparus survivants que puis-je vous donner...
Des mots, des mots, des mots...

De pauvres mots, humble mémoire,
Des mots patients comme l'espoir,
Des mots, des mots drus comme l'herbe
Sauvage vive des jachères

Semences brutes qui jonchèrent
Le Verbe
Être,
Le Verbe
Durer.

ET CE CRI DÉNOUÉ...

Tant de beauté déchire, tant de beauté fait mal;
C'est un cri de lumière dans le ciel suspendu.

La mer couche à tes pieds comme un bel animal,
Saphir, brûlante flamme à l'azur confondue,
Fleur éclatée, lourd pavot bleu, la nuit venue
Tu délies des parfums tous amers qui enchantent.

Alger ma bleue, ma nonchalante,
Ils ne t'oublieront pas ceux qui t'auront connue.

Ville, éclatant vaisseau; midi incandescent
Te fait vibrer, frémir; peu à peu tu recules
Et j'ai peur, je dérive, et s'éloigne en glissant
La mer où l'horizon à chaque instant bascule.

Alger ma blanche, fiévreux navire,
Ils n'en guériront pas ceux qui t'auront perdue.

Tant de beauté fait mal, tant de beauté déchire,
C'est un cri de douleur dans le ciel suspendu.

La mer s'est empourprée; le soir, à l'occident,
Des clous de feu s'enfoncent aux mains que tu tends
Et la mort trace en rouge d'aveugles perspectives...
Ta plainte sans écho sur la mer s'est perdue.

Alger la rouge, la morte vive,
Il n'est pas de pardon pour ceux qui t'ont vendue.

C'est un cri de douleur, c'est un cri de lumière,
Et ce cri dénoué s'abattit sur la mer,
Mouette foudroyée...

Paulette ANGLADE

Jean-Louis Marin

Une interview de l'écrivain Saint-Paulien

NOTRE collaborateur Jean-Louis Marin a eu l'occasion d'interviewer l'écrivain Saint-Paulien, au cours de son récent séjour à Lisbonne, où il a prononcé, dans une des salles du Secrétariat National de l'Information, une conférence intitulée «La mission du Portugal en Afrique».

*

«J'ai toujours grand plaisir à accueillir un correspondant de *Découvertes*, collaborant moi-même à votre belle revue.»

C'est sur cette sympathique introduction que Saint-Paulien me reçoit...

— Saint-Paulien, je pense qu'il est inutile — et pour cause — de vous présenter à nos lecteurs, qui vous connaissent bien. Il me semble préférable d'aborder directement la matière de votre dernier ouvrage de la série »L'Aventure Humaine», qui va paraître ces prochains jours aux éditions France-Empire; ce livre s'intitule, je crois, «La Contre-Révolution Africaine». Avant de l'écrire, avez-vous visité l'Afrique?

— Je connaissais déjà l'Afrique du Nord et l'Afrique Centrale; et, ces deux dernières années, j'ai visité l'Angola, le Mozambique, la République Sud-Africaine, et bien entendu la Rhodésie.

— Justement, parlez-nous de vos voyages en Afrique Portugaise. Qu'est-ce qui a le plus retenu votre attention?

— C'est en 1965 que j'ai visité l'Angola; j'y suis resté trois semaines, j'ai parcouru 10 000 km et je me suis arrêté dans chaque grande ville. Nous étions encore en pleine guerre subversive, c'est pourquoi je suis resté plus longtemps à Carmona, point-clef de toute l'Afrique australe, puisque, si Carmona était tombée aux mains des rebelles, tout le Centre

et une partie du Sud de l'Afrique étaient perdus... Il faut noter qu'en 1961 le Portugal ne s'attendait pas du tout à une poussée terroriste, et que les rebelles étaient organisés, bien encadrés et armés de matériel moderne.

— *Cependant, la poussée terroriste fut arrêtée; à quoi attribuez-vous ce succès?*

— Avant tout à l'action magnifique de celui que j'ai appelé «l'Homme Tranquille du Nord». Il s'agit du lieutenant-colonel Miranda Vaz, actuellement gouverneur d'Angola.

Mais il faut attribuer aussi l'échec de la poussée terroriste au courage exceptionnel de la population tout entière, qui luttait pour la défense de son sol.

— *Est-ce immédiatement après que vous vous êtes rendu au Mozambique?*

— Non, c'est l'année passée que je l'ai visité, ainsi que la Rhodésie et la République Sud-Africaine. J'étais au Mozambique au moment des attaques de la Tanzanie; la grande presse annonçait, souvenez-vous, que la province portugaise était à feu et à sang...

— *Qu'en était-il exactement?*

— Pas l'ombre d'un terroriste évidemment... Les seuls ennuis venaient du cyclone «Claude» qui achevait de ravager Lourenço Marques... À la suite de cette catastrophe, nous avons d'ailleurs pu assister à un élan de solidarité de la part de la Rhodésie, de la République Sud-Africaine et même du Malawi, déjà gouverné par le Dr. Hasting Banda.

— *Qu'est-ce qui vous a particulièrement frappé au Mozambique?*

— Les «colonatos» (paysannats); celui du Limpopo en particulier, qui se trouve au Sud de la Rivière des Éléphants. 35 000 ha sont cultivés par des blancs et par des noirs qui vivent en bonne entente. J'ai trouvé là une expérience humaine de premier ordre qu'il faudrait montrer à tous les détracteurs du Portugal. Une autre chose m'a surpris: l'effort colossal réalisé par le Portugal dans le domaine de la Santé Publique et de l'Education. J'ai vu des réalisations des plus surprenantes.

— *Ne dira-t-on pas, Saint-Paulien, que l'on vous a montré uniquement ce que l'on voulait bien vous montrer?*

— Ce n'est pas vrai! Souvent, je demandais «quel est ce bâtiment?»

on me répondait: «C'est une école. — Puis-je la visiter?» et chaque fois l'on me répliquait, sans exception: «Tout de suite!».

Ainsi les écoles communales sont fréquentées par 75 % de noirs; de nouvelles écoles sont créées dans la brousse, avec des instituteurs aussi bien noirs que blancs. Mieux; on discrimine sans cesse *au profit* des noirs. Malheureusement, 90 % d'entre eux perdent pied lorsqu'ils parviennent au niveau du brevet élémentaire.

C'est d'ailleurs précisément pour cela que le Portugal discrémine en faveur des Noirs, et il le fait depuis déjà quatre siècles.

— *Depuis quatre siècles certes, mais pourtant il y a un fossé entre le développement des Africains et celui des blancs; à quoi attribuez-vous cela? Car nombreux sont ceux qui se servent de cet argument pour prétendre que le Portugal n'a rien fait au profit des populations indigènes.*

Pour me répondre, Saint-Paulien invoque un témoignage peu suspect:

Prenant la parole à Chattanooga, au cours des travaux de la deuxième convention des Conseils des citoyens des USA, l'ethnologue américain Henry E. Garret, qui fut longtemps titulaire de la chaire de psychologie à l'Université de Columbia, a déclaré: «Les noirs, par rapport aux blancs, ont 200 000 ans de retard».

Sans doute, l'affirmation est discutable, si l'on considère les manifestations artistiques des Africains: la sculpture, la peinture, les chants, la danse.

Mais il est indéniable que, dans le domaine technique, malgré les efforts de pays comme le Portugal, l'Afrique du Sud, la Rhodésie, les Noirs n'avancent guère. Sans les techniciens blancs, ils sont perdus. Et il est douteux qu'ils puissent rattraper les 5 ou 6000 ans de retard qu'ils ont dans ce domaine. Seuls, ils resteront au seuil de l'Histoire, où ils se trouvent encore aujourd'hui...

Le Portugal, par une éducation adaptée, amène l'Africain dans l'Histoire. C'est pourquoi, tandis que, dans les provinces portugaises, l'Africain se maintient et progresse, dans toute l'Afrique décolonisée, il recule.

— *Ainsi, les Portugais ne sont pas racistes?...*

— Si les Portugais n'avaient pas pratiqué leur politique multiraciale la vague terroriste aurait submergé l'Angola. D'ailleurs, les plus chauds partisans du Portugal sont peut-être les noirs.

*— Est-ce à dire que vons condamnez la politique d'*Apartheid *de la République Sud-Africaine?*

— Non, mais la situation se présente différemment. Je crois que, dans les provinces portugaises, on ne peut faire autrement que d'avoir une politique pluriraciale, et qu'en Afrique du Sud on ne peut faire autrement que de pratiquer l'*Apartheid*. L'*Apartheid* n'est pas dirigé contre les noirs, et ces derniers le savent. Ceci explique que les noirs acceptent très bien l'*Apartheid*. De toute manière, malgré la différence de conception, un fait reste certain: la solidarité totale qui existe entre la Rhodésie, la République Sul-Africaine et le Portugal d'Outre-Mer.

— Pour toucher les populations noires, en Angola ou au Mozambique, comment s'y prennent les terroristes?

— Par la terreur, bien sûr; mais aussi par le fétichisme; ainsi, il existe en Yougoslavie et en Chine des écoles de sorciers.

Dans les villes, les meilleurs agents de la subversion sont les pasteurs baptistes de Brooklin. A leur intention, une bible spéciale est éditée à Genève par des agents chinois! Ce sont ces pasteurs qui furent à l'origine de l'insurrection angolaise. Aujourd'hui, nous pouvons considérer comme nulle l'influence de ces pasteurs ou de ces sorciers.

— Et parmi les moyens de lutte contre la subversion, quels sont ceux qui vous ont paru les plus efficaces?

— D'abord le pardon!... Oui, l'arme la plus puissante que possèdent les Portugais, c'est cette faculté qui leur permet de savoir pardonner quand il le faut. Ainsi, à l'heure actuelle, il existe des milices civiles noires, très efficaces, parce que les noirs ont compris que, pour eux, l'avenir était avec le Portugal.

— Ainsi, le Portugal refuse de se plier au «vent de l'histoire»?...

— Et c'est sa seule chance de salut.

Un pays qui s'abandonne au vent de l'histoire, c'est-á-dire qui a perdu toute volonté de lutte, accepte tout. Il accepte, en particulier, la victoire du bolchevisme qui fut, on feint de l'oublier, le seul vainqueur de la Seconde Guerre Mondiale. L'Allemagne a perdu cette guerre, mais on ne peut pas dire que les États-Unis, qui sont obligés de lutter aujourd'hui contre l'Internationale communiste, ait gagné, puisque la guerre continue. On ne peut prétendre non plus que la Grande-Bretagne et la France, qui ont été dépouillées des grands empires qui faisaient leur puissance, aient gagné la guerre.

Cependant, aussi bien les États-Unis que la Grande-Bretagne et la France veulent jouer le rôle de vainqueurs. Et l'on nous dit à présent que tout va pour le mieux, que la guerre froide est terminée, et que nous sommes entrés définitivement dans le règne de la coexistence pacifique!...

Mais il faut rappeler ici les avertissements donnés par l'Internationale communiste à ses militants responsables, depuis des années, et notamment en octobre 1965 et en juin dernier dans la revue marxiste internationale *World Marxist Review*, où le secrétaire général du parti communiste américain, Gus Hall, précisait:

«La coexistence pacifique n'a jamais été fondée sur une acceptation du statu quo *dans l'organisation du monde. Elle a été et reste une arme de combat réel, dans un but socialiste.»*

La Revue marxiste internationale souligne:

«La coexistence pacifique demeure une forme de la lutte de classes, du socialisme contre le capitalisme.»

Il est vraiment pitoyable de constater que certains hommes d'État des États-Unis, dont les soldats affrontent précisément le communisme, que des hommes d'État britanniques et français feignent d'oublier cette vérité: la coexistence n'est autre qu'un grossier maquillage tactique, un camouflage provisoire, une trêve durant laquelle les communistes s'organisent, afin d'accéder à un nouveau stade révolutionnaire qui permettra de liquider définitivement le monde libre.

Le Portugal est profondément conscient du danger. Et c'est précisément pour cela qu'il n'accepte pas les «vents de l'histoire»...

— M. Saint-Paulien, pourriez-vous nous dire, pour la plupart des lecteurs de «Découvertes», qui n'auront malheureusement pas la possibilité de vous entendre, quel sera le thème de votre conférence de ce soir?

— Eh bien, ce sera, à peu près, ce que je viens de vous dire, dont il ne me restera qu'à tirer la conclusion. Et cette conclusion est la suivante:

Le Portugal est en Afrique depuis quatre siècles.

Sans l'héroïsme des soldats et des civils portugais en Angola en 1961, et aujourd'hui même dans cette province, en Guinée, et au Mozambique, toute l'Afrique ressemblerait au Nigéria, aux Congos, au Soudan, à l'Ouganda, où les victimes, depuis six ans, se comptent par millions, où tous les jours on assiste à des massacres, exodes de population, vols, viols, incendies, pillages, scènes de cannibalisme, guerres tribales, sous la dictature du fétichisme et du sorcier.

Il faut dire et répéter que le Portugal donne à l'Occident et au monde entier l'exemple du courage et du bon sens, et nous devons remercier

cette grande nation et son chef politique, le Dr. Salazar, le chef de l'état portugais et ses collaborateurs ministériels et, singulièrement, le professeur Silva Cunha, ministre des provinces d'outre-mer.

Tous les hommes sont mortels. Un jour viendra, malheureusement, où le Président Salazar disparaîtra de la scène politique. Oh! pendant de longues années, je le sais, il restera présent dans les esprits et dans le cœur des Portugais et des Occidentaux conscients de leurs devoirs et de leurs droits. Le président est semblable à ces vieux soldats dont parlait le général Douglas MacArthur, ces vieux soldats qui ne meurent jamais, qui s'évanouissent simplement à l'horizon.

Le Président Salazar est aujourd'hui le meilleur soldat de l'Occident, le plus sage, le plus loyal et le plus efficace. Un jour, que tous les Occidentaux souhaitent le plus lointain possible, il s'évanouira, lui aussi, à l'horizon.

Que se passera-t-il alors?

Le Portugal, s'il veut vivre, devra continuer la politique tracée depuis quarante ans par un homme qui a su faire coïncider les intérêts de la patrie et ceux du monde occidental.

C'est cette politique-là qui est la bonne, qui est vraiment réaliste. Tout le reste, qui est chimère, se paye et se paiera fort cher.

Je ne veux rendre à nos amis portugais qu'un seul hommage.

Ce qu'ils font aujourd'hui pour l'avenir de l'humanité tout entière, sans aucune distinction de race ou de caste, est à la mesure de ce qu'ils ont fait dans le passé.

Je crois qu'en présence des graves contradictions du monde communiste, qu'en présence du manque de logique, d'audace, d'intelligence, de la plupart des hommes d'État occidentaux, je crois que nos amis portugais mènent une action plus décisive, plus désintéressée, et plus réaliste qu'au temps où le Prince Henri le Navigateur lançait ses navires à la découverte et à l'assaut d'un monde inconnu.

Jacques Ploncard d'Assac

La Bataille des idées

«CETTE fois, c'en est fini, Monsieur: je ne peux plus sauver votre tête...»

Curieuse façon de commencer une «Lettre sans malice à François Mauriac» (1).

Mais qu'on se rassure, il s'agit seulement de la photographie de M. Mauriac qui, pendant de longues années, a figuré au mur du salon de l'avocat Louis Guitard.

Non pas que M. Guitard ait toujours été d'accord avec François Mauriac; cela aurait été difficile: M. Mauriac a eu tellement d'idées dans sa vie... Il est dans le sillage de Barrès, puis glisse à la démocratie chrétienne, salue le *Frente popular* quand les évêques espagnols souhaitent la victoire de Franco.

En 1940, il semble se reprendre.

Il parle du «son presque intemporel» des paroles du Maréchal, qui montaient «du plus profond de notre Histoire».

Il repousse l'appel du 18 juin d'un mot bien plus profond qu'il ne l'a cru plus tard: «Il ne nous reste d'autre chance de salut, écrit-il alors, que de ne plus jamais nous mentir à nous-mêmes».

Mais c'est si agréable d'écouter les mensonges, qui font tant de mal, mais flattent la vanité!

Arrive 1944. Les Croisés de la Démocratie, qui mêlent déjà la croix et le drapeau rouge, triomphent. Alors Mauriac écrit:

«Nous saluons, sans l'ombre d'une arrière-pensée, la victoire des armées rouges qui délivre l'Europe». Mais cette «délivrance» s'accompagne d'une Terreur rouge qui, dans toute l'Europe libérée, liquide la Droite, aujourd'hui encore amoindrie par les effroyables massacres d'alors.

---

(1) Louis Guitard. *Lettre sans malice à François Mauriac*. Avignon, 1966. Aubanel, édit.

M. Guitard, qui est un humaniste, retrace dans son livre le comportement de François Mauriac depuis ces jours horribles où, selon sa belle expression, la France «se frappe elle-même, d'abord à la tête»...

Ce sont des pages d'histoire qu'il faut lire. On comprendra pourquoi M. Guitard s'est décidé — enfin — à retirer le portrait de Mauriac du mur de son selon.

*

Jean Brune raconte (²) comment, un jour qu'il s'entretenait avec le colonel Vaudrey, pendant la guerre d'Algérie, le colonel lui montra une sorte de collier qu'il approcha de la lampe.

«— Regardez cela... Savez-vous ce que c'est?

«Je regarde le trophée. De petites coupelles brunes enfilées sur un fil de fer. Le fil de fer est rouillé. Mais je ne parviens pas à identifier les coupelles recroquevillées et semées da taches noirâtres; soudain, je comprends: des oreilles!

«— Ce sont des oreilles.

«— Oui, dit le colonel Vaudrey, ce sont des oreilles humaines. Pour effrayer les paysans, les soumettre par la terreur, «les autres» (les hommes du FLN) égorgent. Mais pour sanctionner les désobéissances mineures, ils mutilent. Ils tranchent une oreille. Et ils en font ces trophées barbares qu'ils accrochent à leur ceinture.

«Je regarde l'horrible collier d'oreilles désséchées et qui ont perdu leur semi-transparence.

«— Quand nous sommes arrivés ici, dit le colonel Vaudrey, nous prenions chaque mois une dizaine de ces trophées sur les rebelles que nous capturions les soirs d'embuscade, où dont nous relevions les cadavres entre les rochers polis dans le lit des oueds. Aujourd'hui, nous n'en trouvons plus qu'un ou deux. Quand nous n'en saisirons plus du tout, cela voudra dire que nous avons gagné la partie.»

L'horrible anecdote explique tout le mécanisme de la «guerre révolutionnaire» que les diplomates font semblant d'ignorer. Il est extrêmement simple et efficace. C'est l'assassinat des innocents, «conçu comme une technique d'alerte destinée à attirer l'attention sur les revendications politiques des assassins». Et, comme le souligne Jean Brune: plus le crime est monstrueux, plus l'émotion qu'il soulève sert la monstrueuse cause.

(²) *Interdit aux chiens et aux Français*. Paris 1967. La Table ronde, édit.

Peu importe aussi l'état des victimes, ce qui compte, c'est que chaque jour reçoive sa fournée de victimes pour que ne s'éteigne point la controverse politique.

Et Jean Brune fait cette remarque effrayante:

«Il n'est pas simple de raconter l'horreur. Toutes les images qu'elle charrie semblent gonflées de boursouflures qui atteignent l'invraisemblance. On ne les croit pas tout à fait. Elles s'inscrivent aux frontières indécises de l'abstrait avec les monstres nés de l'imagination des artistes hantés par l'insolite.»

C'est tellement plus simple de parler de «sens de l'Histoire», d'avoir l'air dégagé de l'homme qui a compris son temps et ne s'attarde pas aux luttes vaines. Et pourtant, l'horreur est là. Elle a été commise, elle n'a pas été châtiée, mais honorée.

Jean Brune évoque la guerre d'Algérie parce qu'il l'a connue, vécue, mais le mécanisme de la terreur n'est pas propre à la guerre d'Algérie. Il est une technique révolutionnaire qui est la forme moderne de la guerre qui se fait au nez et à la barbe des diplomates.

«Il s'agit de satisfaire aux exigences glacées d'une arithmétique de la terreur». Ce qui compte, c'est «le nombre des morts à partir desquels la peur s'installe dans la vie et commence à la corrompre comme un poison».

On ne tue pas comme on tue à la guerre, mais «pour créer un scandale et par ce scandale attirer l'attention du monde non pas sur les victimes, mais sur les bourreaux (...). Chaque nouveau mort étant l'occasion d'exprimer les solidarités qui lient le meurtrier à un immense camp d'intérêts et d'idées».

«On brûlait la vie dans les hauts fourneaux des fonderies d'idées.»

La puissance d'évocation de Jean Brune en a fait le meilleur chroniqueur de ces guerres nouvelles auxquelles la «conscience universelle» demeure si curieusement insensible.

*

Non, Hitler n'a pas donné l'ordre de brûler Paris. Tous les historiens sérieux sont d'accord là-dessus. Mais les communistes, eux, ont déjà brûlé Paris.

Les communards de 1871, raconte M. Robert Christophe dans *Le Siècle de M. Thiers* (³), ne craignirent pas de s'y déterminer: livrer Paris

(³) Paris 1966 — Perrin, édit.

au feu en risquant d'y griller ses habitants. Au surplus les bombarder. Mis en batterie sur les hauteurs de Belleville, des Buttes-Chaumont et entre les tombes du Père-Lachaise, les canons de la Commune arrosaient Paris d'obus explosifs et incendiaires. Ces projectiles ne tuaient pas seulement des soldats, mais d'innocents civils, des femmes, des enfants (...) Aveuglés par le rougeoiment des incendies; graissés par la fumée; toussant et crachottant comme dans un tunnel; enivrés par l'écœurante odeur de pétrole en fusion; exaspérés de devoir être en même temps soldats, pompiers, infirmiers, comment des gars qui rentraient d'une dure captivité pouvaient-ils garder leur calme au milieu de cet enfer? Comment pouvaient-ils, ces hommes ayant les mêmes défauts que ceux de la Commune, rester humains en découvrant, les 24, 25 et 26 mai, les cadavres des otages fusillés pendant ces trois jours d'agonie du régime fédéraliste? Les corps de Mgr. Rarboy, du Président Bonjean, du banquier Jecker, de l'abbé Deguerry, des auxiliaires de police, des pères jésuites, des dominicains d'Arcueil, des sergents de ville... Avec, au surplus, les dépouilles de femmes et d'enfants tués par les gardes nationaux, lorsque ces habitants essayaient d'éteindre les incendies et de faire la chaîne avec des seaux. Dans les ruines du Palais Royal, par exemple, on découvrit dix-sept cadavres. Par les voisins, on devait apprendre que les communards, grimpés sur les toits, faisaient des cartons sur ces pompiers occasionnels.

Donc, Paris brûle... en mai 1871.

Les Tuileries furent entièrement détruites laissant au cœur de la capitale un champ de ruines noircies, devant lesquelles de Comte de Chambord viendra secrètement méditer lorsqu'il entrera clandestinement à Paris.

M. Robert Christophe nous donne dans son *Siècle de Monsieur Thiers* l'origine d'une expression populaire pour désigner les Allemands: les *Boches,* dont on sait qu'elle fut employée avec mépris lors de la première Guerre Mondiale.

L'affaire remonte à l'occupation des Allemands, en 1871:

«Lorsque de nouvelles unités arrivaient dans une ville pour en relever d'autres, leurs soldats lançaient aux habitants une formule sortie d'un état-major et répétée par toute l'armée: «*Wir sind alle Burschen!*» (Nous sommes tous des camarades!). Si nous consultons un dictionnaire allemand-français nous apprenons que le substantif «Burche» (prononcez Bourscheux) signifie *camarade,* au sens plus généreux de *frère.*

«Pour mieux se faire entendre, les Prussiens abrégèrent peu à peu la phrase: Ils lui otèrent ses premiers mots: *Wir sind* (Nous sommes),

et se contentèrent de crier à l'entour: «*Alle Burschen;*» (Tous camarades). Affirmation si souvent reprise que les Français, pour l'avoir entendue des centaines de fois, se mirent à désigner leurs hôtes: les *Albourches* et à déformer ce néologisme qui devint *Albourches,* puis *Alboches* avant de perdre son préfixe.»

Et, non sans humour, M. Christophe de conclure:

«Ce terme de «Boches», considéré comme un sobriquet par les Français d'aujourdhui, comme une insulte par les Germains, signifie donc, tout simplement, que les uns et les autres doivent s'aimer comme des frères.»

*

Il n'est sans doute pas possible d'avoir traversé l'affrontement des grands mouvements qui se sont partagés les esprits de notre temps sans en avoir été profondément marqué. Dans ce récit curieux, écrit sous forme d'enquête sur la vie d'un personnage fictif qui se serait appelé Guillaume Périer ([4]), M. Paul André Lefort a essayé de dégager la mentalité d'un homme de notre temps marqué par l'énorme bouleversement que fut la seconde Guerre Mondiale.

Guillaume Périer avait participé aux grands rassemblements populaires de la révolution nationale-socialiste. Il avait entendu Goebbels et, nous dit son «biographe», «ce qui l'avait le plus vivement frappé, c'était la nature des contrastes que montrait cette assemblée (...) il revenait toujours à son étonnement devant l'apparence populaire et bon enfant de cette foule, qui, brusquement, au signal, entre les haies d'étendards, se dressait d'un seul bloc, chantait d'une seule voix, au même rythme, dans un enthousiasme de cantique mystique, des chants d'une incroyable haine. Guillaume ajouta un jour en souriant, je m'en souviens: «Nous-mêmes chantons: Qu'un sang impur abreuve nos sillons! Mais c'est vraiment de la rhétorique.»

Voilà quelques lignes seulement et déjà elles sont pleines de contre-vérités. Ces chants «d'une incroyable haine» n'ont jamais existé que dans l'imagination du narrateur. Les chants nationaux-socialistes exaltaient le courage, le sacrifice, la race, le combat, mais tous les chants révolutionnaires exaltent les mêmes sentiments, et M. Lefort est bien près de l'avouer lorsqu'il évoque la strophe fameuse de la «Marseillaise: *Qu'un sang impur abreuve nos sillons.*

([4]) Paris 1966. Le Seuil. édit.

L'acharnement qu'on met, depuis un demi-siècle, à déformer le caractère des événements de 1933 à 1945 est éminemment suspect. Il sagit de justifier ce propos de Guillaume Périer, que la guerre de 39-40 fût «la seule juste, peut-être, de toutes les guerres qui aient jamais été faites». La nazisme était pour lui «le mal absolu».

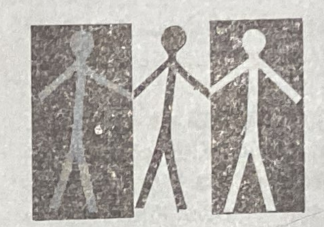
Les historiens, le jour où ils pourront parler librement de ce temps, émettront sans aucun doute un jugement beaucoup plus nuancé. Mais pour le moment, nous sommes devant une telle accumulation de mensonges, qu'il est difficile de montrer librement les ombres et lumières de cette époque. Cependant, il arrive aux accusateurs aux-mêmes de trahir inconsciemment le motif profond de leur haine. M. Lefort écrit:

«Nous nous sommes arrêtés un moment pour regarder (...) la relève de la garde allemande, avec son cérémonial qui, pour nous, évoque en même temps la procession de Fête-Dieu et la parade de cirque. Guillaume me dit: «Ils nous auront dégoûtés du sacré pour toujours...»

Et ailleurs:

«Si la violence contraint de choisir, je suis avec la matière contre leur esprit, et avec l'*Untermensch* contre leur *Mensch*». C'est-à-dire avec le Sous-homme contre l'Homme...

Ainsi, le fond vrai de cette haine, qui ne vise pas seulement la Révolution allemande, mais tous les mouvements qui, à la même époque, selon le génie des divers peuples d'Europe remettait en cause la Révolution française et la Révolution russe, c'est bien la haine de l'*Untermensch* contre l'Esprit, contre l'Ordre et la Tradition, contre l'Homme.



Nouvelles du Portugal d'outre-mer

CAP-VERT • ANGOLA • GUINÉE • INDE • MACAO • MOZAMBIQUE • SAINT-THOMAS • TIMOR

UN DROIT HISTORIQUE, NATUREL ET LÉGITIME...

COMME une rengaine sans fin que reprennent avec une remarquable constance, en solo ou en chœur, certains habitués des tribunes de l'O. N. U., les militants des Comités de décolonisation et de libération, les adhérents des cercles progressistes et des associations pacifistes, les intellectuals dits antifascistes, les signataires de pétitions pour la paix ou tous autres membres des groupements contre «la violence, le colonialisme et le racisme», le problème du droit à l'indépendance des territoires portugais d'outre-mer est inlassablement évoqué devant l'opinion internationale.

On proclame à tous les horizons que le Portugal maintient sous le joug colonial des populations avides de recouvrer leur indépendance, et commet de ce fait un crime contre l'humanité et une violation intolérable du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On s'appuie pour cela sur des exemples concrets que de grands pays européens n'ont cessé de donner depuis quelques années. On accorde même au mot «décolonisation» un sens éminemment noble, équivalent pour le moins à celui de «civilisation». On s'étonne ou on s'indigne qu'en 1967, un petit pays comme le Portugal, puisse posséder des «colonies» en Asie, et en Afrique et se permette de défier la conscience universelle.

Cela crée beaucoup d'agitation mais impressionne peu le Portugal, qui se contente d'ignorer les déclarations démagogiques et intempestives faites à son encontre et qui poursuit imperturbablement son action civilisatrice dans ses territoires d'Outre-Mer.

Mais l'attitude de ce courageux pays ne constitue pas un défi insensé lancé arbitrairement à la majorité des pays membres de l'O. N. U.

C'est au contraire la conséquence d'une situation absolument unique qu'aucune déclaration, injure ou menace n'est en mesure de modifier et qui lui confère un droit qui ne peut lui être retiré.

Alors qu'il y a près de cinq siècles la plupart des États qui nient aujourd'hui que le Portugal soit une nation pluricontinentale et multiraciale, n'avaient pas la moindre existence de droit ou de fait, ce pays découvrait les grandes routes maritimes du monde et s'implantait dans des territoires situés sur trois continents.

Cette implantation s'est le plus souvent faite de façon pacifique.

Les expéditions portugaises furent, à l'origine, composées surtout de navigateurs, de commerçants et de missionnaires catholiques. Elles ne prirent que plus tard un caractère militaire lorsqu'il s'agit de défendre les régions nouvellement découvertes contre les convoitises des Anglais, des Français ou des Hollandais!

Dans certains territoires d'ailleurs, tels que l'Archipel du Cap Vert et les Îles Saint-Thomas et Prince, qui étaient totalement inhabités lorsqu'ils furent découverts, les Portugais furent les premiers habitants.

A Timor, ce sont des frères dominicains qui prirent effectivement possession de cette île d'Océanie avant tout contingent militaire. L'histoire dit d'ailleurs à leur sujet qu'en plus des églises et des écoles, les dominicains créèrent des places fortes et n'hésitèrent pas, chaque fois que cela était nécessaire, à recourir aux armes pour se défendre. Il est vrai qu'à cette époque — en 1561 — les théories modernes du refus du combat contre les ennemis de l'Occident n'avaient pas encore cours et que les frères dominicains ne connaissaient pas non plus la puissance extraordinaire de l'expression magique «Paix au Vietnam»!

L'histoire sert rarement de leçon mais elle devrait tout au moins être connue des hommes qui sont chargés de responsabilités.

Il serait souhaitable que ceux qui de bonne foi se laissent influencer par les arguments démagogiques et bien souvent simplistes proférés par les tribuns de l'O. N. U. et les membres des Comités de décolonisation, fassent l'effort de lire la magnifique épopée des navigateurs portugais. Ils pourraient ainsi se rendre compte que c'est entre le XV[e] et le XVI[e] siècle que les Portugais, partis à la découverte du monde, créèrent des comptoirs le long des routes maritimes qu'ils découvrirent et mirent très vite en œuvre une politique de fusion des races qui fut à la base de la communauté pluricontinentale et multiraciale de la nation portugaise.

Ils apprendraient également, peut-être avec étonnement, qu'à Macao, par exemple, ce furent les autorités chinoises qui cédèrent vers 1585 ce territoire au Portugal en reconnaissance des services rendus dans la

lutte contre les bandes pirates qui dévastaient les côtes de Chine. En un mot, ils constateraient que la présence du Portugal dans ses Provinces d'Outre-Mer est fondée sur un droit historique, naturel et légitime. Ils pourraient en conclure que ceux qui l'accusent de crimes contre l'humanité, parce qu'il refuse une prétendue indépendance à des territoires nés du Portugal et portugais depuis près de 5 siècles, sont des ignorants, des démagogues, des imposteurs ou des lâches.

Mais l'ignorance, la démagogie, l'imposture ou la lâcheté, n'ont jamais créé le droit.

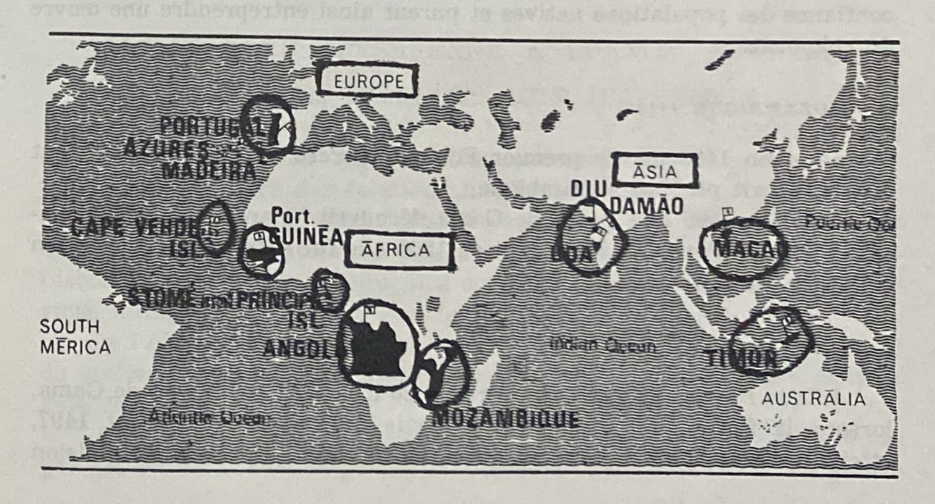
Les Portugais sont bien chez eux au Cap Vert et en Guinée, à Saint-Thomas et Prince et en Angola au Mozambique comme à Macao et à Timor.

Ils n'ont pas l'intention d'abandonner à qui que ce soit le patrimoine laborieusement créé par les générations passées et dont ils sont les héritiers légitimes.

Ils n'en ont pas l'intention, mais ils n'en auraient pas d'ailleurs le droit, car ce legs du passé est également aujourd'hui l'ultime témoignage vivant de la civilisation occidentale et chrétienne dans les continents d'Afrique et d'Asie. Il ne doit pas et il ne peut pas disparaître.

A. F.

BREVES DONNEES HISTORIQUES SUR LES PROVINCES PORTUGAISES D'OUTRE-MER



1 — ARCHIPEL DU CAP VERT (1460)

Ces îles étaient inhabitées lorsqu'elles furent découvertes en 1460 par Diogo Gomes et António da Noli.

Tout dut être importé d'Europe, d'Afrique, du Brésil ou de l'Inde: hommes, animaux et cultures. Avec le temps se forma un nouveau type humain et même un langage particulier: le Crioulo.

2 — GUINEE (1466)

Ce territoire fut découvert par le navigateur Nuno Tristão en 1446. Celui-ci périt lors du débarquement et ce ne fut qu'en 1630 qu'a été entreprise une véritable occupation administrative.

3 — SAINT THOMAS ET PRINCE (1470)

Cet archipel fut découvert en 1470 par les navigateurs portugais Pero Escobar et João de Santarém. Il était également inhabité. Ce n'est qu'en 1522 que les îles furent administrées directement par la Couronne portugaise.

4 — ANGOLA (1482)

Ce territoire fut découvert en 1482 para Diogo Cão lorsqu'il débarqua à l'embouchure du Zaire. Les Portugais, représentés essentiellement par des missionnaires catholiques et des commerçants, surent capter la confiance des populations natives et purent ainsi entreprendre une œuvre de colonisation.

5 — MOZAMBIQUE (1489)

C'est en 1489 que le premier Portugais, Pero da Covilhã, abordant à Sofala, prit pied au Mozambique.

C'est en 1498 que Vasco de Gama découvrit la première liaison maritime avec le Portugal. Mais c'est en 1505 que fut entreprise l'occupation complète du territoire.

6 — INDE (1498)

L'Inde Portugaise fut découverte le 20 mai 1498 par Vasco de Gama, lorsque la flotte qu'il commandait, partie de Lisboa le 8 juillet 1497, atteignit l'Inde. On peut noter avec intérêt que c'est sous l'impulsion

d'Alphonse d'Albuquerque, premier Gouverneur de l'Inde, que fut réalisée la première expérience de fusion de races différentes au sein dune même nation. Cette expérience réussie fut à la base de la politique d'assimilation du Portugal dans ses territoires d'Outre-Mer.

7 — MACAO (1584)

Rafael Perestrelo entreprit un premier voyage en Chine en 1516, mais ce n'est qu'en 1584 que les Portugais s'implantèrent dans l'île de Lam-Pacaam qui est devenue Macao. On signale que Macao fut la première cité européenne en Chine, ce qui explique pourquoi le peuple chinois a été premier peuple asiatique à connaître la civilisation occidentale. Macao fut cédée au Portugal par les autorités chinoises en reconnaissance de la lutte contre les pirates menée par les Portugais.

8 — TIMOR (1512)

Les Portugais débarquèrent à Timor entre 1512 et 1515. Mais ce n'est qu'en 1561 que des frères dominicains vinrent évangéliser Timor. Ils créèrent des écoles, des églises et des forteresses. L'ordre de Saint Dominique exerça vraiment une autorité directe jusqu'en 1585, date à laquelle le Vice-Roi de l'Inde prit sous sa protection Solor. Mais ce n'est qu'en 1611 que le royaume portugais exerça réellement sa souveraineté sur Solor et Timor.

UNE ESCADRE BRESILIENNE À LUANDA (ANGOLA)

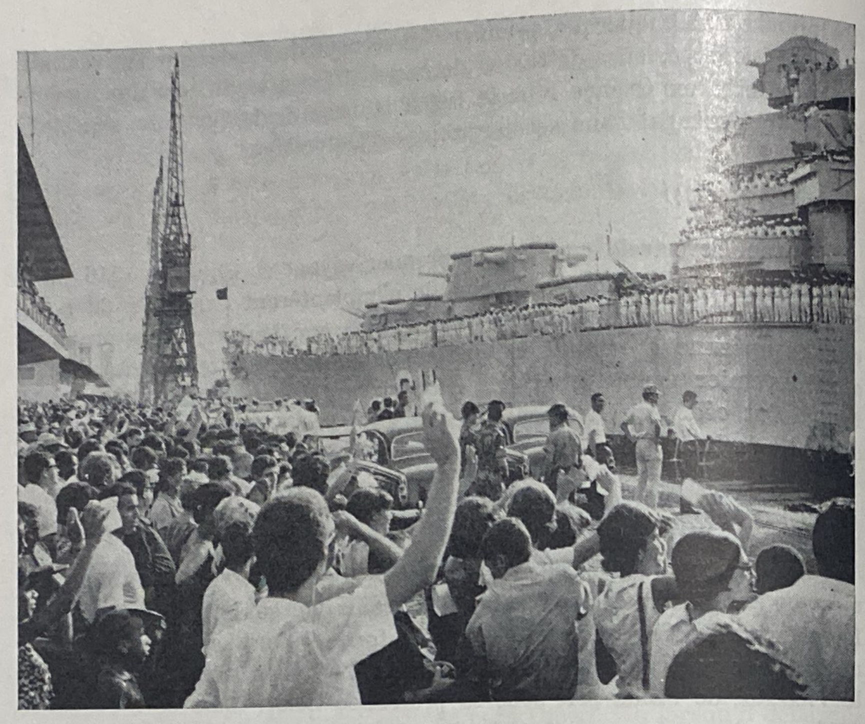
VISITE DE FAMILLE; ACTE HISTORIQUE

Le mois de février 1967 constituera certainement une date importante dans l'histoire des relations luso-brésiliennes.

L'événement qui s'est produit au cours de ce mois et qui mérite de retenir l'attention des observateurs, n'est pas intervenu à Lisbonne ou à Rio de Janeiro. Il a eu lieu à Luanda, capitale de la province d'Angola, en Afrique portugaise.

Le 7 février, une force navale brésilienne, en visite officielle, composée du croiseur *Barroso* et du contre-torpilleur *Parana* jeta l'ancre dans la baie de Luanda.

Accueillie à la barre de Luanda par des navires de guerre et survolée par des avions à réaction portugais, l'escadre brésilienne fut accompagnée



Les adieux de la population de Luanda à l'escadre brésilienne

jusqu'au port, dans un extraordinaire concert de sirènes, par des dizaines de bateaux de pêche, à moteur et à voile, d'embarcations de plaisance, de vedettes, de remorqueurs et de pirogues pilotées par des pêcheurs autochtones, tous arborant les pavillons du Brésil et du Portugal. Massés sur les quais et dans l'Avenue Paulo Dias de Novais, des milliers de Portugais— noirs et blancs — réservèrent ensuite un accueil enthousiaste et délirant aux marins de la nation sœur.

Les allocutions et les discours prononcés par les autorités des deux pays ne manquèrent pas de souligner la profonde signification de cette visite historique.

C'est ainsi que l'amiral Murilo Vasco do Valle Silva, commandant la force navale brésilienne, déclara avec émotion: «l'Angola, qui est le Portugal, est également le Brésil, car ce fut du Brésil que vint, il y a trois cents ans, Salvador Correia». Il ajouta que, suivant le même chemin, il venait à son tour à Luanda, comme descendant de Portugais, chargé d'un message de reconnaissance de «l'âme brésilienne pour le cœur portugais».

La portée historique et politique de cette visite n'avait pas échappé aux ennemis africains du Portugal, ceux-là mêmes qui, représentant des gouvernements sans consistance, ne considèrent les instances internationales que comme des tribunes à usage démagogique.

On se souvient en effet que quelques semaines auparavant un certain nombre d'ambassadeurs représentant des pays africains accrédités à Rio de Janeiro, avaient remis à la presse brésilienne, au mépris de tous les usages diplomatiques, une protestation contre la prochaine venue à Luanda d'une escadre brésilienne. Ce document dénonçait la collusion du Brésil avec le Portugal «pays colonialiste». Il exprimait des sentiments indignés, à la pensée que l'immense pays sud-américain pouvait considérer l'Angola comme un territoire portugais.

Mais cela ne constituait en fait qu'une péripétie de plus dans la guerre psychologique menée contre le Portugal et ne fit que déconsidérer ces diplomates sans usages.

Cependant, le 7 février, les sirènes des navires, les vivats des marins, le carrousel des bateaux de pêche et de plaisance, l'allégresse générale de la population, les discours, les déclarations et les accueils individuels, constituèrent une émouvante, solennelle et impressionnante réponse.

Ces diplomates mal élevés et ignorant l'histoire, ne pouvaient imaginer la force des liens fraternels existant depuis des siècles entre le Portugal et le Brésil.

Cette visite fut à la fois une remarquable réponse et une grande leçon pour ceux qui nient au Portugal le droit d'existence dans ses territoires d'Outre-Mer, fondus dans sa communauté depuis près d'un demi-millénaire!

Ce fut également un acte politique de grande portée mais peut-être avant tout, ce fut une véritable fête de famille où des cousins, séparés par les océans mais liés par de vieilles traditions familiales et un sang commun, se donnèrent une très fraternelle accolade.

Pour apprécier à leur valeur le sens profond des propos échangés, il faut se rappeler combien l'âme lusitanienne est toute empreinte du souvenir des grandes découvertes et de la prodigieuse aventure de ses navigateurs, «hommes de fer sur des navires de bois» qui, mûs par une indomptable volonté et accompagnés de commerçants et de missionnaires, répandirent dans le monde les fondements de la civilisation chrétienne.

Cet état d'âme apparaît particulièrement dans ces paroles adressées par le Gouverneur Général de l'Angola à l'amiral Valle Silva: «En arrivant ce matin à Luanda vous avez parcouru une route si souvent glo-

rifiée dans le passé... Peut-être retentirent-elles encore en haute mer les voix des marins qui, il y a des siècles, connaissaient moins par les étoiles que par le cœur les routes reliant Luanda à Recife, à Baía ou à Rio de Janeiro... Cette mer qui lie l'Angola au Brésil, ces routes qui unissent nos villes, qui franchissent les océans par dessus les tempêtes, ces hommes qui conduisaient les caravelles, les galions, les paquebots ou les croiseurs, sont ceux qui ont permis de faire une Angola, un Brésil, un Macao et un Timor.»

Les propos de l'amiral Valle Silva firent écho à ceux du Gouverneur Général: «Nous avons de la gratitude pour le Portugal, parce que nous devons au Portugal et aux Portugais les éléments de base de notre histoire, de notre formation et de notre évolution, depuis la langue, si plastiquement luso-tropicale, jusqu'au propre sang qui circule dans nos veines... Quoi qu'il advienne, le Brésil sera toujours l'héritage du Portugal!»

Cette rencontre de famille, dans l'Angola portugaise de 1967, de deux pays d'origine latine présents dans cinq continents, est particulièrement remarquable.

Elle souligne avec force l'importance de le communauté luso-brésilienne de cent millions d'âmes, parlant le même langage et constituant une réalité culturelle et humaine que l'on ne peut ignorer.

Elle montre que ces deux peuples qui ont une longue histoire commune sont liés par des sentiments fervents plus solides certainement que tous les traités.

Tous ceux qui suivent avec intérêt le combat courageux que mène le Portugal pour défendre son patrimoine d'Outre-Mer, ne peuvent que se réjouir de la visite de l'escadre brésilienne à Luanda.

Ils peuvent espérer que le geste amical, mais également politique, du Brésil envers sa nation sœur, aura d'heureux effets et donnera au Portugal— s'il en avait besoin — une raison supplémentaire de poursuivre sans relâche sa mission civilisatrice, dans ses territoires d'Afrique et d'Asie.

Lorsque l'amiral Valle Silva affirmait, dans son discours d'adieux, «tout nous unit, rien ne nous sépare — Brésiliens et Portugais partagent ensemble joies et tristesses comme membres d'une seule famille», il exprimait une réalité qui devrait être à la base d'un nouvel et plus large accord politique, culturel et économique entre les deux communautés de langue portugaise — le Brésil et le Portugal.

A. F.

DÉCLARATIONS DU MINISTRE DES PROVINCES D'OUTRE-MER PROFESSEUR J. M. DA SILVA CUNHA

DÉFENSE MILITAIRE ET PROGRÈS ÉCONOMIQUE

A l'occasion de la cérémonie d'investiture du Secrétaire Provincial des Travaux Publics et Communications d'Angola, réalisée le 21 février, le Ministre des Provinces d'Outre-Mer, après avoir exposé l'action à réaliser dans le domaine des ports, des chemins de fer, des transports, des aménagements hydro-électriques, etc., a déclaré:

«Mais il convient de ne pas oublier que les nécessités de la défense militaire sont prioritaires, et c'est pourquoi, dans la définition de l'ordre des travaux à réaliser et de leur exécution, il conviendra de coordonner les deux objectifs à atteindre: l'objectif économique et l'objectif militaire.

«Si ces deux objectifs ne coïncident pas toujours, envisagés seulement dans le moment présent, ils finissent pas se confondre si nous les envisageons dans la perspective de l'avenir.»

Et plus loin:

«Nous espérons que la jeunesse, qui a servi dans les rangs de l'armée, garantissant par son effort la défense du territoire, continuera à contribuer avec le même enthousiasme à l'effort déployé par la nation, et apportera sa contribution, dans la paix, à l'œuvre de mise en valeur des parcelles africaines du Portugal.»

LE CONSEIL D'OUTRE-MER

A l'occasion de l'investiture du nouveau Vice-Président du Conseil d'outre-mer, le 20 février dernier, le professeur Silva Cunha a prononcé un important discours dont nous transcrivons les passages suivants:

«Le Conseil d'Outre-Mer est, dans l'ensemble de l'administration publique portugaise, l'organe collégial qui possède les plus vieilles traditions.

«Bien qu'au cours de son existence il ait eu des structures et des dénominations différentes, son origine remonte à la première moitié du XVIIème siècle, puisqu'il a été créé par le roi Jean IV, immédiatement après la restauration de l'indépendance portugaise.

«Ses fonctions, au cours de l'histoire, ont été nombreuses et complexes et il a toujours joué un rôle de premier plan dans la gestion des affaires d'outre-mer.

«C'est aujourd'hui l'organe de consultation permanent du Ministre des Provinces d'Outre-Mer en matière de politique et d'administration d'outre-mer; mais on jugera mieux de l'importance de ses attributions si l'on se rappelle qu'aux termes de son statut, il lui appartient d'émettre des avis sur des projets de décrets qui lui sont soumis par le Ministre des Provinces d'Outre-Mer et d'élaborer des décrets à la demande du Ministre; de juger les incidents d'inconstitutionnalité des textes ou règles de droit, qui seraient soulevés par devant les tribunaux d'outre-mer; de fonctionner comme Conseil Judiciaire; de juger les appels interjetés des actes des gouverneurs susceptibles de recours contentieux, et de donner son avis sur les affaires courantes de l'administration que le Ministre, en exécution de la loi ou sur sa propre initiative, pourrait soumettre à son appréciation.

«Le Conseil collabore, par conséquent, à toutes les fonctions de l'État — fonctions gouvernementale, administrative et judiciaire — en ce qui concerne les provinces d'outre-mer. . .

«Il a étudié, au cours de son existence, les projets de réforme et toutes les questions qui ont eu la plus large répercussion dans le progrès de nos provinces d'outre-mer, dans leur défense et dans la promotion morale, sociale et culturelle de leurs populations.

. . . .

«C'est cette tradition qui pèse aujourd'hui sur le Conseil et impose à tous ceux qui ont l'honneur d'appartenir à cette institution le devoir de tout mettre en œuvre, avec générosité, volonté et intelligence, pour que ne soient pas rompues ses traditions et pour que les fonctions que la loi lui confère se traduisent dans la pratique par une collaboration prompte, agissante et efficace, spécialement dans les circonstances actuelles, où le pays affronte avec courage l'hostilité de ceux qui ne veulent pas comprendre notre fidélité aux principes qui ont toujours orienté notre vie collective.

«J'ai eu moi-même l'honneur d'être, pendant quinze ans, membre du Conseil. Je sais par expérience comment ou y travaille. C'est pourquoi je sais que la tradition sera maintenue; que le Conseil d'Outre-Mer continuera à être l'un des collaborateurs les plus éclairés et les plus utiles du gouvernement dans l'effort auquel nous sommes tous attachés, et qui consiste à promouvoir le progrès de nos provinces d'outre-mer, à développer toutes leurs virtualités, jusqu'à ce que soit intégralement réalisée

la mission que l'histoire nous impose: faire de ces territoires et de leurs populations des parcelles du Portugal de plus en plus prospères, plus dignes, et plus fières d'être portugaises.»



LES EMPREINTES ET LES TRACES PROFONDES QUE NOUS AVONS LAISSÉES DANS LA TERRE ET DANS LES ÂMES EN DE NOMBREUX TERRITOIRES QUI NE SONT PLUS AUJOURD'HUI SOUS NOTRE DOMINATION POLITIQUE, ET QUI ONT ÉMERVEILLÉ LES OBSERVATEURS — DES CÔTES DU MAROC À L'ETHIOPIE, DE LA MER ROUGE AUX DETROITS ET À LA MER DE CHINE — PROVIENNENT EXACTEMENT DE CE QUE NOTRE ŒUVRE N'EST PAS CELLE DU VOYAGEUR QUI REGARDE ET QUI PASSE, DE L'EXPLORATEUR QUI CHERCHE EN HATE DES RICESSES FACILES, PUIS LÈVE LA TENTE ET S'EN VA, MAIS BIEN CELLE D'UN PEUPLE QUI, PORTANT DANS SON CŒUR L'IMAGE DE LA PATRIE, S'OCCUPE AMOUREUSEMENT À LA GRAVER PROFONDÉMENT PARTOUT OÙ IL LUI EST DONNÉ D'APPORTER LA VIE, EN MÊME TEMPS QUE JAILLIT SPONTANÉMENT DE SON ÂME LE SENS DE SA MISSION CIVILISATRICE. CE N'EST PAS UNE TERRE QUE L'ON EXPLOITE: C'EST LE PORTUGAL QUI RENAÎT.

— SALAZAR - 1939 —

Robert Brasillach
cette voix qui persiste

par **António José de Brito**

LES années s'écoulent lentement et, lentement, nous nous éloignons de plus en plus de l'âge d'or de notre jeunesse. Combien nous en sommes loin et combien nous en sommes proches! Proches par la mémoire et plus proches encore par la fidélité. Jusqu'à un certain point, ne pas oublier, ce n'est pas seulement avoir présent à l'esprit; c'est aussi ne pas être infidèle, ne pas trahir, ne pas renier. En ce qui nous concerne, nous pouvons dire que nous n'avons pas oublié, parce que nous n'avons ni trahi, ni renié les conceptions que nous avons défendues avec intransigeance, il y a plus de deux dizaine d'années, quand nous étions un modeste étudiant en droit à l'Université de Coimbra.

Combien de camarades ne se sont-ils pas, depuis, éloignés de nous? Combien d'événements cruels ne sont-ils pas venus meurtrir notre sensibilité? Par combien de contrariétés n'avons-nous pas été mortifiés? Véritablement, nous ne le savons pas. Depuis 1945, nous avons eu l'amère satisfation de constater que nos prophéties les plus sombres se sont trouvées confirmées par les événements mondiaux. La folie règne de plus en plus sur le monde; et si une faible lueur d'espérance s'allume, bien vite elle faiblit et s'éteint. Autour de nous ont surgi et se sont évanouis des



groupes politiques, des revues, des journaux; ont surgi et se sont évanouis des projets grandioses et utopiques, des plans raisonnables et bien élaborés. Les stupéfiantes abdications, les désertions doctrinaires et politiques, les lâches abandons de principes et de convictions ont été et sont un spectacle presque quotidien, auquel nous assistons sans interruption avec une stupeur de plus en plus grande, depuis la glorieuse victoire des démocraties.

Malgré tout, nous n'avons pas sombré dans le conformisme, dans l'opportunisme, et nos bras ne sont pas tombés de découragement, comme cela s'est produit pour tant de nos compagnons que nous avons laissés sur le bord du chemin. Nous sommes restés à notre modeste poste, inébranlablement fidèles à nos idées, et nous n'avons pas perdu le glorieux souvenir de ceux qui sont tombés pour elles, face à l'ennemi, soit sur le front de bataille, soit sous les balles des pelotons d'exécution.

C'est pourquoi nous ne pourrons laisser passer de mois de février, sans évoquer dans notre esprit l'esprit de Robert Brasillach, fusillé le 6 de ce mois, en l'année 1945. Brasillach, l'idole de notre jeunesse, aujourd'hui encore l'objet de notre plus fervente admiration, comment pourrions-nous l'oublier?!

Je me rappelle avec une mélancolie un peu ironique que c'est précisément en 1947 (il y a déjà vingt ans!) que j'ai écrit mon premier article sur l'auteur de «Notre Avant-Guerre»...

«Notre Avant-Guerre», ce livre extraordinaire, je l'avais lu peu de temps avant. Et grâce à cette lecture, j'avais noué avec Brasillach une intimité qui n'a jamais cessé depuis. L'«Histoire de la Guerre d'Espagne», l'«Histoire du Cinéma», «Les Quatre Jeudis» «Les Sept Couleurs», «Portraits», «Comme le temps passe» et tant d'autres ouvrages ont marqué et approfondi notre intimité avec l'œuvre de Brasillach. Mais je crois pouvoir affirmer qu'avec «Notre Avant-Guerre» nous avions déjà eu la révélation de la personnalité de Brasillach, en une image que nous n'avons jamais plus corrigée et que nous n'avons fait que compléter, ajoutant çà et là quelques détails. Depuis cette date, jamais Brasillach n'a cessé d'être parmi nous. Il

nous suffit d'ouvrir notre vieil exemplaire de «Notre Avant-Guerre», de le feuilleter, et, immédiatement, montent en nous les émotions, les ferveurs, les indignations qui, jadis, se sont emparées de nous.

Robert Brasillach nous a fait sentir pour la première fois la grandeur; la grandeur qu'un Genale ou qu'un Julius Binder, par exemple, devaient nous enseigner, plus tard à comprendre et à mettre en valeur, dans la perspective plus sévère de la philosophie et de la pensée.

Peu de temps avant son exécution, Brasillach nous répétait une fois de plus la leçon, en ces magnifiques paroles: «Je veux être franc avec le fascisme; dire ce que nous ne savions peut-être pas avant la guerre; parler de cette nostalgie de la liberté que le tête à tête avec lui nous a donnée. Mais il n'en reste pas moins que sa poésie extraordinaire est proche de nous et qu'il demeure la vérité la plus exaltante du XXème siècle, celle qui lui aura donné sa couleur. Ce que nous lui reprochons par souci de la vérité vient tantôt d'insuffisances nationales, tantôt d'erreurs passagères, tantôt de conditions de vie difficiles, tantôt de la guerre elle-même (et dans ce cas, les démocraties ont commis les mêmes erreurs, si erreurs il y a). Mais sa chaleur, sa grandeur, son feu merveilleux, c'est ce qui lui appartient. Un camp de jeunesse dans la nuit, l'impression de faire corps avec sa nation tout entière, l'inscription à la suite des héros et des saints du passé, une fête totalitaire, ce sont là les éléments de la poésie fasciste, c'est ce qui aura fait la folie et la sagesse de notre âge; c'est, j'en suis sûr, ce que la jeunesse, dans vingt ans, oublieuse des tares et des erreurs, regardera avec une sombre envie et une nostalgie inguérissable…»

En février 1967, à une longue distance de sa mort, si éloignée chronologiquement de l'époque où nous avons découvert avec éblouissement sa figure auréolée par le martyre, Brasillach est toujours pour nous ce qu'il a toujours été. Pas un atome de notre vénération et de notre respect ne s'est perdu au cours des années.

Nous ne voyons pas en Brasillach une ombre qui se perd dans les ténèbres du passé, une figure historique que nous contemplerions avec tendresse, mais qui ne signifierait rien d'autre que le vestige d'une époque définitivement révolue. Au contraire! Il est pour nous un exemple vivant, agissant, une grande amitié spirituelle qui nous accompagne, nous soutient, et nous stimule, quand la fatigue et le découragement commencent à nous envahir.

PSAUME I

L'OUVRAGE des méchants demeure périssable,
Les idoles d'argent qu'ils se sont élevées
S'écrouleront un jour sur leur base de sable
Et la nuit tombera sur leurs formes rêvées.

O Seigneur, nous qu'ils ont enfermés sous ces portes,
Nous qu'ils ont verrouillés derrière ces verrous,
Nous pour qui les soldats de ces murailles fortes
Font dans les corridors sonner leurs pas à clous,

O Seigneur, vous savez que, couchés sur la paille
Ou sur le dur ciment des prisons sans hublot,
Nous avons su garder en nous, vaille que vaille,
L'espoir sans défaillance envers des jours plus beaux.

Nous avons rassemblé les anciennes tendresses,
Nous avons dessiné sur le plâtre des murs
Les magiques portraits de nos saintes jeunesses
Et nos coeurs sans remords savent qu'ils restent purs.

La sottise au dehors dans le sang rouge baigne,
Et l'ennemi déjà s'imagine immortel,
Mais lui seul croit encore au long temps de son règne
Et nos barreaux, Seigneur, ne cachent pas le ciel.

— ROBERT BRASILLACH — Prison de Fresnes — 28 octobre 1944 —



L'exilé, de Soares dos Reis (Musée Soares dos Reis, Porto)

João van Zeller

Découverte de l'art portugais

Soares dos Reis

ANTÓNIO SOARES DOS REIS (1847-1889) est sans aucun doute une des figures les plus géniales de la sculpture portugaise; son œuvre marque profondément notre phase romantique du XIXe siècle. Mort prématurément et tragiquement à l'âge de 42 ans, à la suite de toute une série de circonstances douloureuses, il avait révélé très jeune ses qualités artistiques à l'Académie des Beaux-Arts de Porto. Il poursuivit ensuite ses études à l'École Impériale des Beaux-Arts de Paris, où il se classa premier parmi les étudiants étrangers.

Un avenir brillant s'ouvrait devant lui. Mais, l'éloignement de la Patrie, allié à la forte opposition de son père qui voulait à tout prix que son fils embrassât la carrière commerciale, imprégnèrent son tempérament de nostalgie et de mélancolie, caractères que ne firent que s'accentuer quand, en 1870, après la déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne, il se rendit à Rome.

C'est la Ville éternelle qui le vit ciseler son œuvre la plus importante et la plus célèbre, la statue du *Desterrado* (l'Exilé), magnifique expression des sentiments ultraromantiques, dans leur phase de désespoir et de renoncement. La nostalgie de la Patrie lointaine transparaît nettement sur cette tête penchée, dans ce regard fixé sur l'infini, dans ces mains asservies, dans ce corps abandonné.

Soares dos Reis revint ensuite à Porto où, à côté de l'enseignement de son art, il s'adonna à un travail infatigable de création artistique, produisant une série de chefs-d'œuvres dont le message transcendant est une page indélébile de l'Histoire de l'Art portugais, «Flor agreste» (Fleur des champs), des bustes de personnalités de l'époque, la statue du roi Alphonse 1er, et bien d'autres.

La ville de Porto, en un juste hommage à l'insigne artiste, et afin de perpétuer sa personnalité et son œuvre aux yeux des générations futures, a donné le nom de Soares dos Reis à l'un des plus importants de nos musées nationaux.



Fleur des Champs, de Soares dos Reis (Musée Soares dos Reis, Porto)

LE MUSÉE SOARES DOS REIS À PORTO

Ce Musée, installé dans l'immeuble appelé *Palais des Carrancas* (Palais des Mascarons), un des plus beaux de la ville, abrite une collection d'art qui figure parmi les plus précieuses du pays.

Fondé en 1833 par le roi Pierre IV, sous le nom de «Museu Portuense» (Musée de Porto), son premier objectif a été de rassembler des œuvres de peinture et de sculpture ainsi que des collections d'art anciennes, de monnaies, etc. qui, à cette époque, en conséquence de l'instabilité politique, couraient le risque d'être perdues ou détruites.

Installé au Couvent de *Santo António da Cidade,* le Musée était administré par l'Académie d'Art de Porto et jouait ainsi le rôle de musée scolaire. Ceci a permis que son patrimoine fût enrichi des travaux d'élèves de l'Académie, parmi lesquels se trouvaient Soares dos Reis, Silva Porto, Henrique Pousão, Sousa Pinto, Marcos de Oliveira et tant d'autres, dont les œuvres sont le témoignage vivant de la vocation artistique portugaise.

C'est en 1932 que le Musée, réorganisé, a reçu le nom de Soares dos Reis et a été élevé à la catégorie de musée national.

Le Musée fut alors transféré au Palais des Carrancas, bel édifice du XVIIIe siècle, d'un goût classique, sobre, et qui servit un instant de résidence royale, au début du XIXe siècle. Les nouvelles installations, inaugurées en 1942, ont été conçues suivant les techniques les plus modernes d'éclairage et d'exposition, sans laisser de tirer tout le parti possible de la somptuosité du vieil édifice.

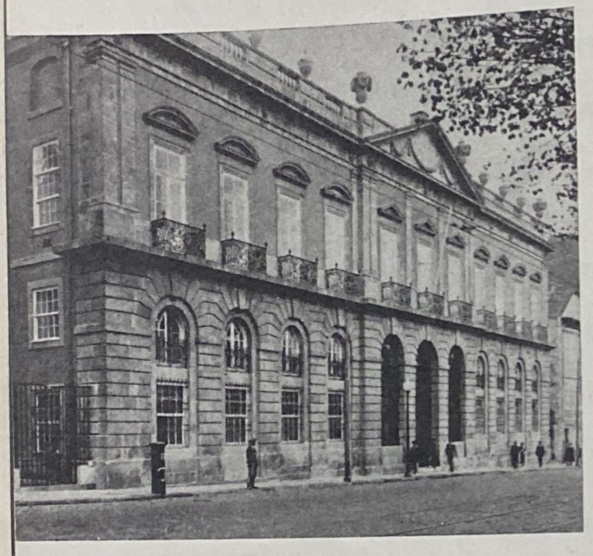
Le rez-de-chaussée a été destiné aux collections d'Archéologie et d'Art religieux. Après avoir admiré, à l'entrée, la statue majestueuse du fondateur de la nationalité portugaise, Alphonse Ier, premier souverain du Portugal, œuvre de Soares dos Reis, le visiteur ne manquera pas d'examiner attentivement le sarcophage qui a été découvert aux environs d'Évora, ainsi que quelques fresques de la première moitié du XVIe siècle.

L'œuvre de l'artiste qui a donné son nom au musée est presque tout entière réunie dans une grande salle, où se trouve la majeure partie de ses œuvres les plus représentatives, entre autres les célèbres sculptures intitulées l'«Exilé» et «Fleur des Champs».

Toujours au premier étage se trouve la salle consacrée aux souvenirs des luttes libérales, puis la Salle des médailles et de Numismatique (qui réunit la deuxième collection la plus riche du pays), et d'où l'on pénètre dans la salle qui contient une excellente collection de peintures de Roque-

Porto — Musée Soares dos Reis — Salle des faïences





Porto — Le **Palais des Carrancas** (Musée Soares dos Reis)

Porto — Musée Soares dos Reis — Salle de l'orfèvrerie



mont; de là, nous passons à la salle de peinture portugaise, qui mérite toute notre attention, car elle abrite des œuvres notables de Silva Porto, Columbano, Marques de Oliveira, Artur Loureiro, Malhoa et bien d'autres. Le visiteur s'attardera dans la galerie de sculpture portugaise moderne, où se trouvent des spécimens de l'œuvres de Teixeira Lopes (un des plus grands noms de la sculpture nationale), Rafael Bordalo, Alves de Sousa, Simões de Almeida Júnior, etc.

Au même étage encore se déroule la galerie où est exposée une grande partie de l'œuvre de Henrique Pousão, et une autre abritant une collection de 21 toiles de Silva Porto, figure de premier plan de la peinture romantique portugaise du XIXe siècle.

Au second étage se détache la collection de faïences portugaises du XVIIe, du XVIIIe et du XIXe siècle, où sont réunies, entre autres préciosités, des vases et des flacons rares de la Fabrique de Cavaquinho, et tout particulièrement un encrier extrêmement original de la Fabrique de Massarelos, de Porto, datant du début du XIXe siècle. Après avoir visité la salle où se trouvent, artistiquement disposées, les peintures à l'huile de Domingos de Sequeira, on admirera d'autres collectins de porcelaines, de Chine, du Japon, de Sèvres, de Saxe, de Derby, de Wedwood, de Worcester, de Vista Alegre, etc.

Les collections d'orfèvrerie et de cristaux qui sont exposées ensuite s'imposent par leur beauté, leur richesse et leur variété; beaucoup de ces collections proviennent de donations faites au Musée par d'importantes personnalités et familles de Porto.

Diverses œuvres de Pillement et de ses disciples peuvent être admirées dans l'ancienne Chambre de la Reine. Mais, avant de quitter le musée, on ne manquera pas de parcourir la salle où sont conservés quelques joyaux de la peinture primitive portugaise, comme les panneaux de Vasco Fernandes, de Frei Carlos, de Gaspar Vaz et de Cristóvão de Figueiredo, qui exhalent tout le mysticisme d'une époque de recueillement et de mystère.

Le Musée Soares dos Reis, orgueil légitime de la «Noble et Invaincue Cité de Porto», est un vivant témoignage de la richese , de la variété et de l'originalité de l'Art Portugais, qui s'encadre et se projette sur le plan artistique européen.



LETTRE DE PARIS

DE NOTRE CORRESPONDANT PARISIEN
Paris, février 1967

Le Fond du problème

LORSQUE ces lignes paraîtront, le résultat des élections législatives françaises sera connu. Qu'aura-t-il révélé?

On n'en apercevra sans doute pas tout de suite l'aspect véritable, soit que la majorité actuelle soit reconduite, soit qu'elle ait été balayée.

La réalité des choses risque en effet d'être masquée par l'apparente manifestation de la «volonté populaire».

Or, comme l'écrivait le Comte de Paris dans son dernier *Bulletin:*

«A une époque où tout s'apprend et où tous apprennent, où tout est fondé sur la réflexion logique et l'observation scientifique, seule la politique, dans ses manifestations internes échappe à la rigueur de l'étude et de la raison.

Elle est maintenue dans l'obscur domaine des songes, des sentiments et des incantations, parce que c'est dans cette nuit que le clinquant de la publicité, les artifices et les trafics des comités font encore illusion.»

Et le Prince regrettait que *«personne, jusqu'à présent, n'ait voulu enseigner, informer, faire participer fraternellement les Françaises et les Français à la vie politique, à la vie économique, à la vie sociale de la nation qui ne peuvent plus être séparées, pour faire d'eux un peuple vraiment majeur, pour constituer les structures vivantes d'une société nouvelle, pour donner au pouvoir le souffle populaire* sans lequel il n'est ni véritablement fort, ni profondément légitime.»

Propos remarquables qui faisaient dire à M. Pierre Boutang (*Nation française*, 2.2.67):

«Le prince dégage sa personne et son principe de l'aventure équivoque où des élections faussées d'avance jettent le pays et l'État.»

Il est curieux, après cette appréciation monarchiste, de voir ce qu'un sociologue de gauche, M. Maurice Duverger, pense sur le même problème.

Il s'en est expliqué dans le *Nouvel Observateur* (8.2.67) en ces termes:

«La bataille politique de 1967, telle qu'elle est engagée, ne concerne guère la participation du peuple aux affaires publiques, mais plutôt les modalités de son exclusion. Le gaulisme réduit les citoyens au choix d'un chef suprême qui échappe ensuite à leur contrôle entre deux élections. Notre système politique traditionnel le réduit au choix de cinq cent chefs de second rang, qui restent ensuite libres et aussi peu contrôlés dans le même intervalle, pendant lequel ils désignent et changent eux-mêmes librement le chef suprême. Le second système n'est guère plus démocratique. La controverse à ces propos évoque celle de Saint-Simon et de Louis XIV. Le premier voulait que le pouvoir soit aux mains des nobles, le second qu'il soit aux mains du roi. Nos parlementaires veulent que la République soit gouvernée par une aristocratie élective; nos gaullistes, qu'elle le soit par un monarque élu. Personne ne propose sérieusement qu'elle soit un peu plus gouvernée par les citoyens.»

Il y a, on le voit, un intéressant parallélisme entre les jugements portés par le Prétendant et par le sociologue marxiste. C'est que tous deux ont senti, dans leur hérédité profonde, ce mal dont souffre la France depuis 1789 — et auquel, ne l'oublions pas, le marxisme a voulu être un remède —: *l'absence de structures sociales.*

La démocratie libérale atomise la nation, pulvérise les corps constitués et ne reconnaît que l'individu, isolé et incompétent.

La Vème République n'a pas modifié le fond du système, comme l'a très bien vu M. Duverger. Elle a simplement essayé de tourner la difficulté de l'instabilité politique en préférant le système «césarien» au système «parlementaire».

«En raison de la difficulté de dégager et le sonder une majorité — difficulté chronique en France — l'élection préalable d'un homme, nécessairement simple, permet à l'homme ainsi élu d'être, pour reprendre une expression belge, le formateur d'une majorité, celui qui la sculpte dans la matière première de l'opinion.»

Et les gaullistes, de dégager tout une phisolophie de la *tête,* en politique. Dans le *Figaro* (11.2.67) M. André Frossard disait:

«...le grand problème national, c'est la tête. Nous avons essayé toutes sortes de modèles depuis 1792: tête de bois d'érable de Charles X,

tête en poire fondante Louis-Philippe, tête postiche Second Empire, tête de carton pâte façon IIIème République. Après la dernière guerre nous avons même réussi à vivre sans tête pendant quelques années qui ne furent pas autrement glorieuses. Les républicains de la tradition la plus austère élevés dans le vénérable souvenir de la guillotine, ont toujours, en effet, considéré la tête comme un ornement inquiétant, suspect, dangereusement apte à recevoir le complément d'une couronne. Aussi se sont-ils appliqués longtemps à concevoir les institutions décapitées, inopérantes, secouées par les soubresauts désordonnés d'une interminable fièvre politique; si bien que l'on a pu se demander souvent depuis deux siècles si les Français n'avaient pas par hasard perdu la tête en même temps que Louis XVI.»

M. Frossard passe à côté du véritable problème. La «tête» de Louis XVI *était celle d'un État constitué,* bâti sur la hiérarchie des services et la discipline des métiers. Même si le système s'était alourdi, encrassé avec le temps, il était sain. Or, le 21 janvier 1793 on n'a pas seulement coupé la tête de Louis XVI, on a détruit les Corporations, détruit les hiérarchies, *jeté l'individu seul et sans protection en face de l'État,* détruit les Corps intermédiaires. Si bien que le Pays — et tous ceux qui ont adopté les idées de 1789 — n'a plus eu de «structures vivantes» et que le pouvoir a perdu toute «légitimité» pour reprendre les expressions du Comte de Paris.

Le problème des structures même de l'État n'ayant, depuis lors, jamais cessé de se poser, les partis ont fait leur apparition. Que sont-ils donc? *Ils sont des propositions de structure de l'État.* Chacun tend, idéalement, à identifier l'État à sa philosophie personnelle. *La persistance des partis dans une Société politique prouve que celle-ci n'a pas su se restructurer d'une manière convenable à tous.*

Quand M. Pompidou déclare:

«Ce n'est pas un arbitre dont nous avons besoin, c'est d'un capitaine qui dirige et qui commande. Rien ne peut fonctionner s'il n'y a pas quelqu'un à la tête» (*Le Monde,* 23.2.67), il ne résoud pas du tout le problème, car il fait élire son «capitaine» par une fraction de la Nation contre l'autre fraction. Non seulement ce choix divise la nation mais le niveau auquel il s'opère fait que ce choix s'exerce sans discernement.

Dans le *Journal de la Publicité,* M. Jacques Mendel faisait dernièrement (10.2.67) l'apologie de l'emploi de la *Publicité* et des *procédés publicitaires* dans la campagne électorale.

A M. Philippe Tesson qui, dans *Combat,* avait fait observer que lancer une candidature comme une marque de lessive et aux mêmes tarifs, avait quelque chose d'avilissant pour une doctrine, pour des idées qu'il s'agit de faire connaître. M. Mendel répondait:

«...Devant une évidente dépolitisation idéologique, il était nécessaire (...) d'atteindre chez les électeurs non pas le secteur de la raison logique, mais celui de l'affectivité subconsciente (...) La réalité est la nécessité que pose le régime démocratique à tous ceux qui briguent le pouvoir (...) d'obtenir l'assentiment du suffrage universel, c'est-à-dire de la totalité, depuis la base, des citoyens. C'est peut-être cette nécessité qui oblige les candidats, quels qu'ils soient, à «viser bas».

Voilà qui est très intéressant. A mesure que se perfectionne la connaissance du mécanisme psychologique des foules, la sociologie est conduite à reconnaître que la démocratie inorganique ne repose en aucune façon sur la raison logique des électeurs mais sur leur affectivité subconsciente qui peut être manipulée par des procédés de type publicitaire.

La Souveraineté étant là où se trouve le moteur de la majorité, la possession des moyens de publicité politique — radio, TV, presse — assure, en démocratie, le Pouvoir effectif. Or, la *possession* de ces moyens dépend de l'Argent; la Démocratie finit en Ploutocratie.

*

Chemin faisant, parmi les évidences qui se sont révélées au cours de cette campagne électorale, il nous faut signaler cette observation faite par les services de sondage d'opinion (SOFRES) *«qu'il suffit qu'un sondage montrant tel candidat en mauvaise position soit publié, pour que le candidat soit effectivement battu, les électeurs ayant toujours tendance à miser sur celui qu'on leur indique comme devant être le vainqueur».* (*France moderne,* II.67).

Il ne s'agit donc pas de savoir qui l'aura emporté le 12 mars, mais par quels moyens la majorité l'aura emporté.

Or, ces moyens, tous les sociologues sérieux sont d'accord pour le reconnaître, échappent à la raison logique.

C'est grave.

Dans la définition qu'il a donnée de lui-même, le Président *De Gaulle* a dit (9.2.67).

«...l'histoire, la Constitution, le suffrage du peuple m'attribuent la mission de garantir le destin national, l'obligation de maintenir la con-

tinuité de l'État, la charge d'assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs de la République.

«...la politique de la France procède du Chef de l'État élu (...) par la nation dans son ensemble et de son gouvernement. Mais, en même temps le Parlement existe qui légifère et qui contrôle. Il lui faut donc une majorité et qui soit, elle aussi, cohérente et constituante.»

Ces propos ont provoqué de nombreux commentaires.

M. Pierre Boutang, qui occupe la difficile position d'une fidélité monarchique et républicaine, écrivait (*Nation française,* 16.2.67) :

«Pour De Gaulle, il y a eu d'abord *l'histoire, fondant sa mission, et le recours à sa personne; puis une constitution, enfin (...) le suffrage universel comme reconnaissance et développement d'une légitimité nationale...*

«Une fois ce principe posé, la politique de la France ne peut plus (...) procéder que de l'homme de la nation. Le gouvernement est son gouvernement (...)

L'élément «monarchique» de l'État existe, est clairement affirmé; «démocratique» avec un consentement de plus en plus organique, aux lois du bien commun, se développe malgré le jeu d'ombres des partis; mais l'élément «aristocratique» est clandestin ou supprimé: l'armée n'a pas encore retrouvé la ferme conscience de sa vocation; l'église (les cleros) *hésite et dispute sur sa place dans l'État ou par rapport à l'État; et la classe technocratique, non reconnue, non contrôlée, se substitue au petit bonheur à l'État, non sans continuer de rêver à une prise totale du pouvoir qui rendrait l'État inutile.*

«Cette situation est une anarchie réelle, sous les apparences monarchiques. Le pays n'en sortira que par des réformes profondes...

«...neuf ans après l'effondrement de la quatrième république (...) l'État n'a pas *pris les moyens de développer, expliciter cette réalité monarchique...»*

Observation somme toute sévère pour le régime, surtout si l'on considère, avec M. Duverger (*Le Monde,* 19.2.67) que:

«La stabilité du gouvernement depuis cinq ans tient moins à l'élection du président au suffrage universel qu'à l'existence dans l'Assemblée nationale d'une majorité disciplinée (...).

La France pratique depuis 1962 un parlementarisme majoritaire...

«L'impuissance de nos gouvernements et de nos Parlements sous la IIIème et la IVème République (...) tenait à l'absence d'une majorité unifiée et disciplinée dans l'Assemblée nationale.»

On aura remarqué que le Président De Gaulle fondait sa «mission» et le «recours à sa personne» sur l'Histoire. C'est une manière noble de s'exprimer, mais qu'est-ce que cela veut dire?

Cela veut dire que le pouvoir insurrectionnel d'août 1944, instauré par De Gaulle sous le nom de Gouvernement privisoire de la République française, a créé une légitimité personnelle et indéfinie.

Or, et je voudrais terminer là-dessus parce que c'est le point central de l'équivoque qui dure depois près d'un quart de siècle, cette légitimité n'existe pas et M. François Mauriac l'a reconnu loyalement dans *Le Figaro littéraire* du 2 février 1967. Il vaut la peine de lire ce qu'il écrit:

«En fait, je n'ai jamais admis qu'on ait pu, de bonne foi, mettre en doute la légalité, ni même la légitimité du Gouvernement de Vichy, que l'on considère ses origines ou qu'on s'en rapporte aux ambassadeurs du monde entier accrédités auprès de lui, y compris celui des États-Unis et le Nonce. Se rendre à cette évidence, c'était accorder plus qu'une circonstance atténuante à tous les tenants de la politique de collaboration que préconisait le gouvernement légal dont nul ne doutait d'ailleurs du double jeu. Nier cette évidence, c'était vouer à la mort e au déshonneur des Français qui avaient cru servir la France et non la trahir.»

Toute l'histoire de France s'est trouvée faussée par l'opération politique appelée «Libération» et qui n'a été qu'une «occupation» du Pouvoir par des intérêts très particuliers. La coalition d'alors s'est brisée, puis ressoudée, puis brisée de nouveau. Elle reposait sur un mensonge que tous ses composants ont intérêt à entretenir, même lorsqu'il se combattent ou font semblant.

C'est l'hypothèque qu'il faut d'abord lever.

M. R.

Découverte de la vérité

LA STRATÉGIE COMMUNISTE

Ordre et Tradition (Apartado 3-119, Lisbonne-3 — Portugal) publie dans son bulletin de mars une étude perspicace sur *la stratégie communiste*, que nous reproduisons intégralement ci-dessous.

La stratégie, c'est la ligne droite, nous dit Lénine.

La stratégie gagne la guerre. C'est ce qui fixe, dans un minimum de temps, le coup principal à porter. La stratégie donne le mot d'ordre pour toute une période, pour tout un mouvement, pour tout un pays ou pour tout un continent.

La stratégie, c'est toujours la ligne droite. C'est l'intention.

Par nature, elle est ésotérique et secrète, réservée au petit nombre, en l'occurence aux révolutionnaires professionnels.

Pourtant nous pouvons connaître l'essentiel de la stratégie communiste. C'est Lénine lui-même qui le définit en considèrant la période qui séparait le moment où il vivait du terme de l'histoire: l'avènement de la fameuse société sans classes. Cette période à venir, il la divisait en trois étapes, qu'il appelait les «trois étapes historiques de la Révolution».

Première étape: *le tremplin.*

Elle consiste à prendre le pouvoir dans un pays, puis dans un groupe de pays dont la mission est de constituer les réserves de la Révolution, la base de départ d'où celle-ci pourra mener à bien son action dans le monde.

Deuxième étape: *la désagrégation.*

Celle-ci vise à désagréger le monde non communiste en le pourrissant de l'intérieur par le biais des multiples «courroies de transmission» d'apparence non communiste.

Troisième étape: *la dictature mondiale du prolétariat.*

La troisième étape doit permettre, le communisme ayant pris le pouvoir dans le monde entier, de faire disparaître à tout jamais les séquelles de l'ancienne société, afin d'aboutir à cette ultime et utopique synthèse qui, pour les marxistes-léninistes, sera le terme de l'Histoire: la société sans classes.

Cinquante ans ont passé. Où en sommes-nous de ce programme?

Souslov, au cours du XX° Congrès du Parti Communiste, déclarait en 1956, que nous en étions à peu près au milieu de la deuxième étape. Milieu tout psychologique, du reste, car rien ne prouve que la deuxième moitié de cette étape durera aussi longtemps que la première.

En effet, la première étape est un fait révolu qui appartient déjà à l'Histoire. Elle s'est achevée en 1945, lorsqu'il a été établi que la Révolution Bolchevique disposait désormais d'un véritable empire, couvrant une vingtaine de pays d'Europe et d'Asie, dont elle pouvait se servir pour attaquer le monde libre à partir d'une position de force, base militaire, économique, psychologique, pédagogique, etc.

Le troisième programme du parti communiste de l'U. R. S. S., adopté lors du XXII° Congrès qui s'est tenu à Moscou du 17 au 31 Octobre 1961, définit la stratégie qui va permettre d'achever la deuxième étape et de conduire l'univers à l'avènement de la troisième: la dictature mondiale.

Le troisième programme.

L'«Humanité», organe cetral du Parti Communiste Français, a publié les 31 Juillet et 1° Août 1961 le projet de ce programme. Son étude montre combien les dirigeants communistes insistent sur l'idée de coexistence pacifique. *«Le socialisme oppose à l'impérialisme un type nouveau de relations internationales», lit-on dans ce projet.*

Ce qui veut dire que, sous le masque de la coexistence pacifique, se poursuivra plus que jamais la guerre. Ilitchev le reconnaît lui-même puisque, pour lui, la coexistence pacifique n'est que la poursuite de la lutte par des moyens pacifiques.

Contre le monde libre, afin de hâter sa chute, le P. C. estime indispensable de lancer les pays que Lénine appelait coloniaux ou semi-coloniaux, c'est-à-dire le «tiers-monde». C'est pourquoi les communistes ont mis en œuvre tous leurs efforts pour les détacher des pays qui en avaient la charge, et ils comptent bien en faire une masse de manœuvre prête à suivre leur politique.

Sur le plan intérieur, pour transformer la société capitaliste en société socialiste, le troisième programme mentionne que les «forces révolutionnaires doivent agir dans le pays, par le pays, à l'intérieur et de l'intérieur», *pour favoriser la mise en place d'un CAPITALISME MONOPOLISTE D'ÉTAT; car les dirigeants du Kremlin soulignent que le «capitalisme monopoliste d'État est la préparation matériele complète du socialisme», car «il aggrave les contradictions internes du capitalisme».*

Dans la mesure où les pays libres ne réagiront pas, l'avènement du communisme se fera donc sans violence.

La responsabilité de la désagrégation est laissée aux forces révolutionnaires de chaque pays, camouflées sous le nom de «forces sociales» ou même de «forces nationales». Elles doivent œuvrer à l'établissement d'une société socialiste qui, dans un premier temps, sera nationale dans sa forme, mais socialiste dans son fond. Peu à peu, on supprimera le joug national pour aboutir à la «démocratie populaire».

Sur le plan extérieur, le communisme cherchera à isoler les pays libres les uns des autres, d'une part, et d'autre part, à obtenir leur neutralité vis-à-vis de la force qu'il représente. Ses mots clefs sont «Indépendance» et «Neutralisme».

Les travailleurs des pays libres sont donc appelés à «lutter pour la liquidation des bases militaires étrangères sur le territoire de leurs pays et pour que ceux-ci se retirent des blocs de guerre agressifs».

On est donc obligé de constater qu'un pays

- *qui évolue vers une forme de «capitalisme monopoliste d'État» par la concentration des forces de production et d'énergie dans les mains de quelques rares personnes au service du gouvernement,*
- *et qui, d'autre part, par sa politique étrangère, favorise l'isolement, le détachement des blocs militaires et le neutralisme,*

est un pays qui glisse vers la forme de société socialiste idéale pour aboutir à la démocratie populaire, et ceci en application systématique et minutieuse du troisième programme du parti communiste.

Ce rappel de l'existence d'une stratégie communiste n'est pas inutile, car il faut bien reconnaître que, lorsque l'on parle de plan concerté de conjuration mondiale, il ne s'agit pas de chimères agitées par quelques «chasseurs de sorcières», mais bien de lignes d'action définies par l'ennemi, enseignées dans ses écoles de cadres, faisant l'objet de congrès et de directives. D'ailleurs, l'étude objective des faits ne peut qu'apporter confirmation rigoureuse du déroulement d'un plan d'ensemble.

INCERTITUDE ÉLECTORALE

Dans son numéro 163 du 15-2-67, le *Jornal Português de Economia e Finanças* publie un commentaire à propos des élections législatives en France, dont nous citons quelques passages:

«...A la veille des élections, les Français, aussi bien gouvernementaux que de l'opposition, sont divisés en diverses factions... Au milieu de la confusion qui s'est établie, personne ne défend la Vème République, dont les véritables fondateurs sont en prison, comme Salan; ou bien exilés comme Bidault, comme Soustelle. Et toutefois, s'il y a quelque chose à défendre et qui doit naturellement survivre à la durée éphémère d'un régime personnel, c'est la structure politique de la Vème République qui, plus que le régime parlementaire, correspond aux aspirations et aux nécessitées des peuples européens de nos jours...

«Les communistes sont la grande inconnue des élections françaises. À leur congrès annuel, réalisé du 4 au 8 janvier dernier, ils ont profité de l'occasion pour stimuler leurs affiliés et sympathisants par des manifestations d'optimisme. De Gaulle au pouvoir, suivant l'opinion des communistes, représente un avantage pour le P. C. français en raison de sa politique extérieure... Malgré les bénéfices qu'ils retirent du gouvernement du général De Gaulle, les communistes, aux élections de mars, se sont alliés à d'autres groupes de gauche, qui se proposent de renverser le général. Officiellement, les communistes, au second tour, doivent voter contre De Gaulle. Mais le feront-ils en réaliteé? Les affirmations qui ont été faites au Congrès ne seraient-elles pas une indication donnée aux militants de ne pas pousser l'hostilité contre le général au-delà de ce que les apparences exigent? Car la vérité est que si le P. C. ne peut appuyer De Gaulle, il n'a non plus aucun avantage à le renverser.»

LES AVEUX DE M. BOMBOKO

M. Justino Bomboko, Ministre des Affaires Étrangères du Congo (Léopoldville) a saisi l'occasion d'un séjour à Paris, où il a été reçu par le général De Gaulle, pour faire de bien curieuses déclarations, comme le relate l'agence ANI de Lisbonne:

Paris, 21 — «Le Gouvernement de Kinshasa a aidé activement les guerilleros qui combattent en Angola; mais les dissensions au sein des mouvements antiportugais ne facilitent pas sa tâche», a reconnu le Ministre des Affaires Étrangères du Congo, M. Justino Bomboko, lors d'un déjeuner à l'Association de la Presse Etrangère, à Paris, où il se trouve depuis quelques jours et où il a été reçu vendredi dernier par le Président De Gaulle.

M. Bomboko a révélé à cette occasion que l'on préparait une visite officielle du président Mobutu à Paris.

Dans ses déclarations aux journalistes, il a passé en revue les problèmes du Congo, a fait l'éloge de la France pour la coopération qu'elle apporte à son pays et a critiqué la Belgique pour avoir concédé l'indépendance au Congo en 1960 sans l'avoir dûment préparée.

A propos du Portugal, M. Bomboko a en outre déclaré: «Au lieu de s'unir pour combattre les Portugais, les mouvements angolais sont profondément divisés et ne font ainsi que contribuer à retarder leur indépendance.

«Nous considérons comme de notre devoir d'aider les Angolais, étant donné que le Portugal se refuse à abandonner l'Angola. Les politiques des deux pays sont antagoniques, étant donné que nous demandons l'autodétermination, tandis que le Portugal ne cesse de répéter que l'Angola est une province d'outre-mer. C'est pourquoi, tant que le Portugal se refusera à libérer l'Angola, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider les nationalistes, ce qui ne peut plaire aux Portugais, et c'est pourquoi il y a eu un conflit latent entre le Congo et le Portugal, dans les dernières années, qui a même provoqué des incidents à la frontière.»

M. Bomboko a confirmé que le Congo continuait à exporter ses matières premières par les voies ferrées et les ports de l'Angola, mais il a ajouté: «Si nous disposions des moyens de faire autrement, nous aurions depuis longtemps cessé de payer les frets aux Portugais...» (sic!).

(Agence ANI — Lisbonne. 22-2-67)

Oui, mais voilà il n'y a pas «les moyens»... N'est-ce pas là, en somme le problème de tous les pays africains récemment baptisés indépendants?

VARIATIONS SUR LE THÈME «STABILITÉ»

Nous empruntons au bulletin du 28-2-67 de notre excellent confrère *Politique Eclair* (4, rue Saulnier, Paris, XIX[e]) ces pertinentes considérations, publiées sous le titre *Fausse stabilité:*

Staline fut, pendant de nombreuses années, à la tête de l'État soviétique et son gouvernement fut stable, *ce qui ne l'empêcha pas, en maintes circonstances, de se conduire en criminel, d'imposer la «démocratie populaire» à divers pays et, sans la création de l'O.T.A.N., nous serions tous «communisés».*

La stabilité n'est pas une référence quand elle s'accompagne d'une politique néfaste (...).

La stabilité est valable dans les actes *(...)*

Répétons-le: Staline a gouverné très longtemps, ce qui ne l'a pas empêché de faire beaucoup de mal. Les communistes — s'ils s'emparaient du Pouvoir, nous garantiraient un gouvernement stable. *Est-ce à dire que ce gouvernement nous donnerait satisfaction? M. Henry Bordage, porte-parole du P. C., déclarait récemment:* «Nous communistes, nous sommes pour la stabilité. Pour ceux qui ont ce souci primordial, les communistes sont la meilleure garantie qu'ils ne seront pas trompés.»

Est-il besoin de commenter?

Que Boumedienne reste encore dix ou vingt ans en place, cela ne l'empêchera pas d'être ce qu'il est et les Algériens ne parviendront pas, pour autant, à bénéficier d'une ration de couscous plus abondante!

Que l'on cesse donc d'user et d'abuser de cet argument: la stabilité devient un danger quand elle sert une très mauvaise politique. *En revanche, elle est* indispensable *quand les hommes qui gouvernent refusent de faire le jeu du communisme international et préfèrent améliorer le sort des Français plutôt que de soutenir ceux des États du Tiers-Monde qui complotent contre l'Occident.*

«PARIS BRÛLE-T-IL?...»

La présentation du film «Paris brûle-t-il?» dans un cinéma de Lisbonne a soulevé une polémique assez vive dans la presse portugaise.

Tandis que le catholique «Novidades» écrit très sérieusement dans son numéro du 16-2-67:

«Paris a vécu des moments horribles. Le général von Choltitz a reçu l'ordre de Hitler de brûler la ville après le départ des troupes allemandes. *En un moment donné, Hitler demandait: «Paris brûle-t-il?»* (sic). Le film est, d'un bout à l'autre, un document exact, fidèle de ces journées tragiques... Toutes les scènes portent la marque de l'authenticité...»,

L'oficieux «Diário da Manhã», du 16-2-67, commentait:

«Le cinéma et l'histoire sont incompatibles. Ce que l'on appelle les «films historiques» ont toujours été les grandes victimes de spécialistes, d'amateurs, de fouilleurs d'archives, à la recherche des détails les plus abracadabrants. Coiffures, ustensiles, vêtements sont alors les cibles favorites de ces francs-tireurs de l'histoire...

«Mais quand l'histoire est d'hier, direz-vous, le danger est beaucoup moins grande. — C'est une erreur. Les passions aveuglent les plus sensés, et l'on en oublie les réalités les plus évidentes.

«Des photographies publiées lors de la libération de Paris nous montrent le général De Gaulle accompagné de Le Troquer et de Georges Bidault. Dans «Paris brûle-t-il?», film animé de grandes prétentions à la véracité historique, ces deux personnages ont été oubliés…

«Où sont donc les fouilleurs d'archives?…»

De son côté, l'hebdomadaire *Agora*, du 18-2-67, écrit, sous le titre «Charlataneries»:

«On nous a préparé en sous-main de grandes manifestations pour lancer l'«affaire» obscure du film «Paris brûle-t-il?». Ce film est une escroquerie, tant sur le plan technique que sur le plan de l'argument. Il est en effet fondé sur un ordre attribué à Adolf Hitler, ordre qui n'a jamais été donné. Le réalisateur-charlatan, crypto-communiste, ne peut citer aucun texte sérieux sur lequel fonder la véracité du film. Au contraire, le général Walter Warlimont, chef adjoint de l'État-Major opérationnel de l'O. K. W. durant la guerre, a déclaré que Hitler n'avait jamais donné cet ordre, mais au contraire avait demandé que la capitale française fût épargnée et que l'armée allemande se limitât à faire sauter les ponts derrière elle, ce qui est le minimum que n'importe quelle armée doit faire pour retarder l'avance de l'ennemi. L'écrivain français. Paul Rassinier, a également démontré la mystification: *Le Monde* a divulgué l'imposture; *The New York Herald Tribune* a reproduit les conclusions de chercheurs scrupuleux, qui devraient conduire au suicide l'auteur d'une telle supercherie, s'il avait un minimum d'honnêteté, mais qui n'ont servi qu'à remplir les poches du réalisateur crypto-communiste français.

«Encore un lavage de cerveaux collectif que va subir notre public crédule; tel est l'objectif de ce film, qui n'aurait jamais dû être projeté chez nous…»

Enfin, dans *A Palavra,* hebdomadaire de Porto, du 16-2-67, António José de Brito commente:

(…Ce film est non seulement une ignoble contrefaçon de la vérité historique, il est l'apologie authentique des idéologies qui sont à l'origine de l'agression dont nous sommes victimes en Afrique et des méthodes de guerre qui sont utilisées par nos ennemis pour abattre dans le dos les soldats portugais!…

«Il est inutile de souligner le caractère primaire et simpliste de cette pellicule. Au point de vue historique, l'ordre de détruire et d'incendier Paris n'est qu'une grossière invention… Mais la vérité historique n'intéresse pas les auteurs et les propagandistes de «Paris brûle-t-il?». Ce qui les intéresse, c'est de calomnier les vaincus e les morts, qui ne peuvent se défendre.»

UN QUARTIER GENERAL DE L'O.T.A.N. AU PORTUGAL

Le 22 février dernier, a été solennellement inauguré, aux environs de Lisbonne, le Quartier Général de l'O. T. A. N. destiné à assurer le commandement de la région du sud-est, zone ibéro-atlantique, constituée par la région de l'Atlantique immédiatement à l'ouest du continent portugais et désignée dans la terminologie de l'O. T. A. N. sous les initiales «Iberlant».

Nous transcrivons ci-dessous quelques importantes déclarations qui ont été faites à l'occasion de cette cérémonie.

A son arrivée à l'aéroport de Lisbonne, où les honneurs lui ont été rendus par trois pelotons, avec fanions et fanfares, l'Amiral Moorer, Commandant en chef allié de l'Atlantique, venu pour présider à l'inauguration de l'*Iberlant,* a déclaré:

«*Je suis convaincu que l'installation au Portugal de l'Iberlant vient renforcer encore l'efficacité de nos services dans la zone de l'Atlantique.*»

A la cérémonie d'inauguration du Quartier Général du commandement de la zone ibéro-atlantique (Iberlant) qui s'est déroulée en présence de plusieurs membres du gouvernement et de hautes personnalités militaires, le général Gomes d'Araújo, Ministre de la Défense Nationale du Portugal, déclara, entre autres:

«*Ce n'est une nouveauté pour personne, tout au moins pour quiconque accompagne avec une certaine attention les principaux événements de la vie internationale, qu'après la fin de la dernière guerre mondiale, les pays occidentaux ont démobilisé leurs forces armées, tandis que la Russie soviétique, leur partenaire dans la lutte et dans la victoire, a maintenu ses troupes en activité, comme instrument de sa politique d'expansion territoriale et idéologique. On sait aussi que le communisme vise, par tous les moyens, à la domination du monde.*

«*Ces deux réalités plaçaient l'Occident sans défense devant une possible attaque soviétique destinée à le dominer et à y instaurer le*

régime communiste, à la ressemblance de ce qui avait été fait pour les pays de l'Ouest européen. Le danger esta devenu si évident que la plupart des pays de l'Europe Occidentale, les U. S. A. et le Canada ont décidé de créer une alliance défensive qui a trouvé son application dans le traité de l'Atlantique nord.

«Le traité fixe comme objectifs de l'Alliance la garantie de la paix et de la sécurité et la promotion du bien-être des populations nord-atlantiques. Sa désignation — Traité de l'Atlantique Nord — met en évidence l'importance de cet océan, véritable trait d'union entre les pays alliés des deux hémisphères.

«L'objectif a été pleinement atteint: la paix a été maintenue dans la zone définie par le traité; le développement économique des pays alliés a été hautement accéléré; leur indépendance a été assurée, en même temps que la civilisation qu'ils ont créée et développée et qui leur est commune, a été préservée.

«Le Portugal, pays européen et atlantique, fait partie des douze premiers pays qui ont signé le traité en avril 1949.

«Sa position géographique de puissance atlantique; ses traditions de peuple occidental; les services rendus à l'humanité par ses navigateurs qui ont dévoilé les mystères des mers et ont révélé au monde l'existence de continents ignorés, apportant à leurs populations la civilisation occidentale, — tout cela imposait sa présence au sein de l'Alliance Atlantique (...).

«Mais le Portugal n'est pas seulement une nation européenne et atlantique. Il est, en conséquence des découvertes de ses navigateurs, au XVème et au XVIème siècle, et depuis cette époque, una nation universelle.

«Et si, comme nation européenne et atlantique, il s'est associé dès la première heure au groupe des pays atlantiques disposés à défendre leur liberté et leur indépendance, il a la même obligation à l'égard des Portugais qui vivent et travaillent dans d'autres régions. C'est une imposition du destin, dont le pays tout entier s'acquitte avec confiance et une vigoureuse détermination. L'effort militaire du Portugal est donc, dans l'actuelle conjoncture nationale et internationale, incontestablement orienté vers la défense de ses territoires d'outre-mer. Mais, dans toute la mesure où il ne risque pas de compromettre cet effort, il ne laisse pas de satisfaire à ses engagements internationaux, en tant que membre de l'Alliance Atlantique.

«Considérant, d'un côté, que la paix du monde est indivisible, et d'un autre côté que l'offensive communiste, dans l'impossibilité d'attaquer de front l'Alliance, s'efforce de l'isoler, toute action qui protège ses flancs

contribue à sa défense. C'est pourquoi, de la paix dans les provinces portugaises d'outre-mer bénéficient la paix mondiale et la sécurité de l'Occident.

«L'occupation par les communistes des territoires portugais d'Afrique, étant donné leur situation géographique et l'importance de leurs infrastructures et de leurs ressources naturelles, leur faciliterait l'obtention de leur objectif. Les territoires portugais en Afrique jouent en réalité, en relation à l'Atlantique sud et à l'Océan Indien, le même rôle que la métropole dans l'Atlantique nord...»

Le commandant suprême allié de l'Atlantique, Amiral Moorer, prit ensuite la parole pour déclarer:

«L'importance stratégique de cette zone Iberlant pour l'organisation du traité de l'Atlantique nord a été reconnue depuis longtemps. Nous sommes d'accord sur ce que le fait de laisser un vide dans le commandement de cette zone serait une grave erreur. Nous avons besoin ici d'un commandement.

«En conséquence, l'installation de ce Quartier Général maritime de l'O. T. A. N. à Lisbonne répond à une nécessité critique.

«Cette journée marquera un progrès pour le commandement allié atlantique et, dans un sens plus large, il marquera un progrès dynamique pour l'O. T. A. N. Ce nouveau commandement donne au Portugal, avec ses longues traditions maritimes et son expérience, l'occasion d'apporter une nouvelle contribution à l'Alliance Atlantique dans les années futures.

«Le gouvernement Portugais a toujours manifesté sa foi sincère dans l'Alliance et a toujours apporté sa complète coopération à tous les détails du projet en vue de l'établissement de ce Quartier Général de l'Iberlant. Cette coopération, cette contribution du Portugal, est digne de louange, et nous sommes reconnaissants à nos alliés portugais pour tous les efforts qu'ils ont mis en œuvre.»

Après ces discours, furent hissés le drapeau portugais et le drapeau de l'O. T. A. N. au Quartier Général de l'Iberlant, et le commandant de ce nouveau Quartier Général, Amiral Miller prit en dernier lieu la parole:

«Maintenant que nous avons un Quartier-Général provisoire et un État-Major, notre devoir sera de réaliser la phase suivante: planifier et construire le Quartier Général permanent et les stations de communications adjointes. Nous affronterons cette tâche avec vigueur; nous pensons fermement que cette mission est urgente. Et le fait que ce nouveau Quar-

tier Général est installé sur le territoire portugais me semble parfaitement juste: c'est la version du XXème siècle de ce que le Prince Henri le Navigateur a commencé il y a plus le 500 ans. Le nouveau commandement couvrira les mêmes eaux et, jusqu'à un certain point, il explorera les mêmes inconnues, les mêmes dangers et les mêmes mystères. J'ai la conscience très nette de l'honneur qui m'a été conféré, en tant que premier commandant de ce Quartier Général.»



Chroniques italiennes

par **Umberto MAZZOTTI**

UN GRATTE-CIEL DANS LE VIDE

La lutte menée par la gauche italienne contre les Forces Armées traverse actuellement une phase très importante. DÉCOUVERTES (voir n.° 27--28) avait déjà signalé et commenté la manoeuvre en cours d'exécution; nous devons revenir aujourd'hui sur cette question, étant donné que, ces jours-ci précisément, les communistes, les radicaux et les socialistes ont porté un rude coup au prestige des Forces Armées. Depuis que le Ministère de la Défense (géré, durant des années, par le ministre démocrate chrétien Andreotti) a été abandonnê entre les mains du socialiste Tremelloni, les marxistes de toutes nuances se sont unis pour présenter les Forces Armées sous les aspects les plus négatifs. Il est évident que se prépare une vaste épuration dan les cadres de l'armée; on cherche à mettre à la réforme un certain nombre de généraux trop liés à l'ancien ministre et l'on s'efforce de les remplacer par des éléments plus souples et mieux disposés à l'égard de la réforme «démocratique» des Forces Armées.

C'est ainsi qu'a éclaté en Italie le scandale des services secrets. En substance, on a dit que les hommes politiques italiens vivent sous le contrôle de ces services qui, au lieu de travailler pour la sécurité nationale. seraient devenus une simple agence d'information à l'usage personnel des démocrates chrétiens. La revue*Astrolabio*, paracommuniste, *L'Expresso*, hebdomadire radical et toute la presse du parti communiste italien présentent à l'opinion publique les services secrets italiens comme s'il s'agissait d'une nouvelle Gestapo. Les communistes se lamentent parce que ces services empêchent leur militants de faire carrière dans l'armée et les socialistes ont présenté un projet de loi tendant à ce que les Forces Armées soient transformées en une organisation «d'utilité publique».

Cependant, le scandale ne réside pas dans le fait que les services secrets, comme tous les services analogues, dans tous les pays, ont mis à jour leurs dossiers sur les hommes politiques italiens. Le scandale réside dans le fait que ces dossiers ont pu finir entre les mains de n'importe qui. Effectivement, l'hebdomadaire

L'Europeo, qui avait accusé l'ex-président de la République Italienne, le sénateur Giovanni Gronchi, d'avoir utilisé les services secrets en vue d'objectifs personnels, a reproduit en réponse à un démenti de M. Gronchi, dans son numéro du 16 février, quelques pages du dossier rédigé par les services secrets sur l'actuel président de la République M. Giuseppe Saragat. Ainsi, tous les Italiens ont pu lire des documents qui, par leur nature, devraient être absolument confidentiels et conservés dans un coffre-fort inaccessible. Tout le monde se demande comment ces documents ont pu finir sur les tables de rédaction d'un hebdomadaire et la magistrature a ouvert une enquête. Au scandale sont mêlées de hautes personnalités du Ministère de la Défense. On parle de l'actuel chef d'état-major de l'Armée, général de Lorenzo, de l'ancien chef des services secrets, général Allavena, de l'ex-président du Conseil Scelba et de l'inspecteur Général de la Police, Marzano. De ce climat de roman de la série 007, c'est le prestige des Forces Armées, et de l'Etat qui souffre le plus. Dans *La Nazione*, de Florence, le journaliste bien connu Enrico Mattei écrit: «une fois de plus, l'Etat italien a fait piètre figure». Et il conclut: «Un pays où d'importants documents d'un service militaire secert finissent entre les mains des parlementaires de la majorité, qui n'hésitent pas à s'en servir contre le Gouvernement n'est plus un Etat, c'est l'anarchie, c'est le chaos».

Mais, comme nous le disions au début, il est évident que tous ses événements sont le fait d'un vaste plan prémédité. «Il est par trop clair, écrit *Il Borghese* du 16 février, que le scandale n'a pas surgi par hasard: il est des gens qui sont intéressés à ce qu'il continue».

*

Tandis que le scandale des services secrets fait rage et excite la fantaisie des Italiens, la situation générale va de mal en pis. Il suffit de lire les titres des journaux pour se rendre compte qu'aujourd'hui, en Italie, il n'est pas un secteur de la vie nationale qui échappe à l'agitation. A peine une grève est-elle terminée qu'une autre commence. A peine une grève partielle a-t-elle pris fin que l'on décrète la grève générale! La magistrature elle-même a failli se mettre en grève et, après une intervention du président de la République, il s'en est fallu de peu que nous n'assistions à la paralysie de la justice! Ceci ne veut pas dire que le Gouvernement se montre excessivement intéressé à la véritable situation du pays. Le Gouvernement a pu éviter, une fois de plus, d'être renversé par l'Assemblée, et il a abouti à la conclusion qu'il pourra vivre tranquille jusqu'à la fin de la législature. Et ceci ne doit pas nous surprendre car, en fin de compte, quand la crise est érigée en système, il n'y a aucune raison pour que les gouvernements tombent ou continuent-

Commentant la grève générale des fonctionnaires de l'Etat, décrétée le 2 mars, *Il Tempo* écrivait, le 3 du même mois: «Il est clair et manifeste que l'inertie,

l'indifférence, la démission de l'Etat, c'est-à-dire des partis de la majorité et du Gouvernement, ont mis les fonctionnaires en condition de brandir la menace de la grève».

Quelques jours plus tôt, le même journal, le 16 février, dénonçant le chantage que les socialistes exercent sur le Gouvernement et commentant la faiblesse pusillanime de celui-ci, écrivait: «Il est insensé que le Gouvernement d'un pays de 50 millions d'habitants, ayant à résoudre des problèmes de vie ou de mort, doive se soumettre à un tel amas d'incongruités, d'incapacités et d'inconsciences civiles. Il est insensé que le Gouvernement de notre pays dépende du bon plaisir, des caprices, des convulsions d'un tel ramassis de médiocrités politiques. Le Gouvernement du Centre Gauche, quatre années après le début de ce système, est un gratte-ciel construit dans le vide. Et nous tous, Italiens, pauvres contribuables, nous sommes là, qui attendons, tremblants, que l'édifice s'écroule».

*

Dans ce climat de malaise général, la proposition adressée par le Secrétaire Notional du P.D.I.U.M. (Parti Monarchiste Italien) au P.L.I. (Parti Libéral) et au M.S.I (Mouvement Social Italien), tendant à former un nouveau groupement de droite, a suscité un certain intérêt. Le Secrétaire National du Parti Monarchiste, M. Covelli, a déclaré, à la clôture du quatrième Congrès National de son parti, qui s'est déroulé à Rome, du 10 au 13 février, que l'appel ne s'adressait pas seulement aux deux partis en question «*mais aussi à tous les Italiens, affiliés ou non à un parti, et disposés à se mettre d'accord sur quelques points fondamentaux, en vue de la définition d'une formule, de la création d'un rassemblement nouveau, capable d'arrêter la course fatale vers le désastre*». Il a en outre déclaré que le nouveau groupement devrait rassembler «tous les opposants (à la formule gouvernementale) non marxistes et non confessionnels, tous les citoyens qui sont d'accord sur les réalités actuelles, dans leur jugement et leur appréciation des graves problèmes de l'heure pour notre pays».

Quel sera le succès de cette initiative? Le Parti Libéral, invoquant des motifs qui reprennent tous les thèmes les plus éculés d'un antifascisme dépassé, a refusé catégoriquement la proposition des monarchistes. Quant au Mouvement Social Italien, comme le signale *Il Nazionale*, il a demandé à M. Michelini, secrétaire national du parti, de prendre les contacts nécessaires. Le communiqué précisait que «l'exécutif du parti, après avoir examiné l'initiative de M. Covelli, en vue d'une rencontre des dirigeants des forces politiques de l'opposition politique non marxiste, étaient en train d'en examiner les intentions et les objectifs». Le prochain Conseil National du M. S.I. sera consulté sur ce problème, et il se peut qu'aux élections générales de l'année prochaine, les forces politiques de la droite se présentent, comme cela s'est déjà produit, dans un rassemblement unitaire.

Portugal, pays du tourisme

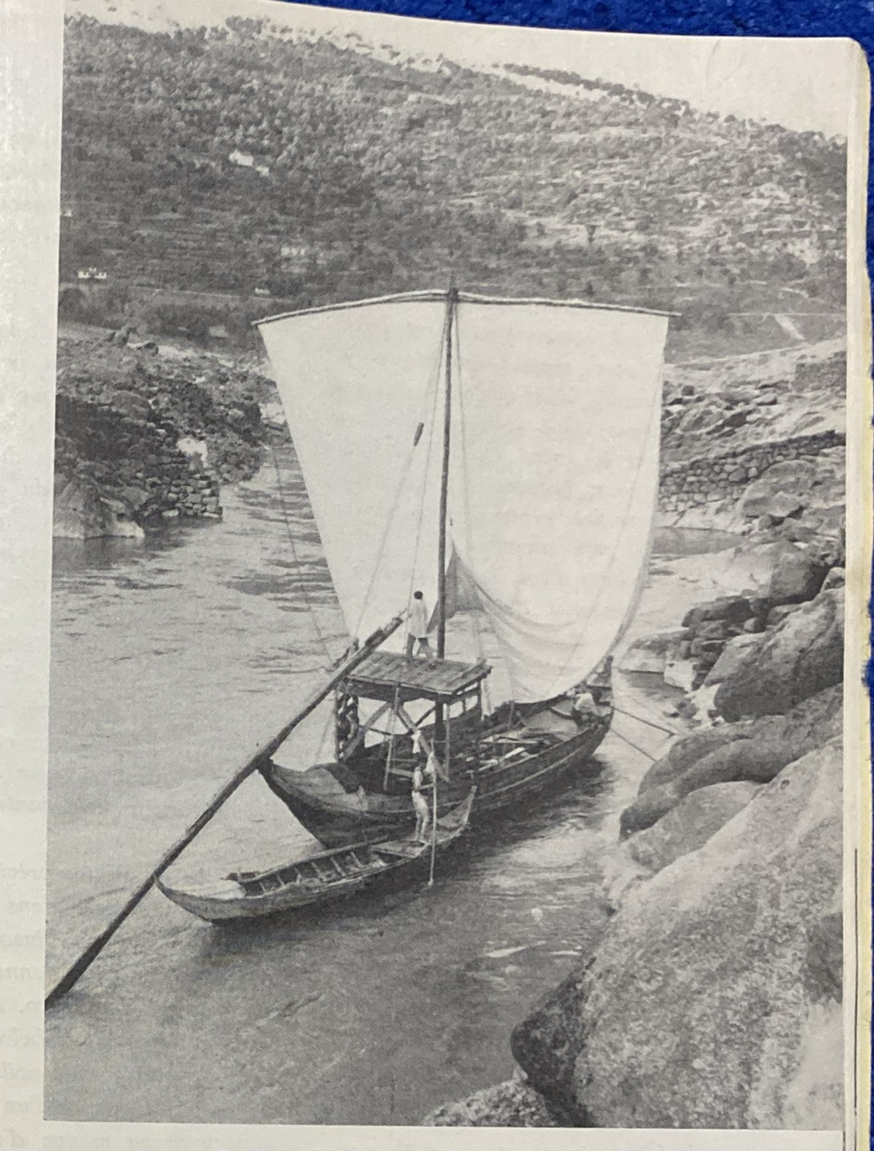
Le Trás-os-Montes

Le Trás-os-Montes est la province qui occupe l'extrémité nord-est du Portugal. Il est bordé, à l'est, par les terres d'Espagne; au sud, ses montagnes rejoignent celles de la Beira Alta (Haute-Beira).

Paysage rude et sauvage, d'une beauté tourmentée et imposante, le Trás-os-Montes est pratiquement un ensemble de montagnes, reposant sur un vaste plateau. A part les vallées de quelques fleuves, dont la magnifique vallée du Douro, presque toute la superficie de la province est située à 700 mètres d'altitude, le reste du territoire oscillant entre 200 et près de 2000 mètres. Ces conditions orographiques, uniques dans le pays, ont donné origine à des vallées sur-



Vignobles en terrasses sur les pentes du Douro



Barque «rabelo», pour le transport du vin de Porto

prenantes, surtout au sud de la province (le Douro a plusieurs dizaines d'affluents). Le ciel est plus limpide et plus bleu que partout ailleurs au Portugal; l'air est parfaitement pur, et le sol extraordinairement fertile. Parmi les espèces botaniques de cette région, dont quelques-unes sont inconnues dans le reste du pays, figurent le chêne et le châtaignier majestueux; beaucoup de ces arbres, plusieurs fois centenaires, atteignent un port impressionnant.

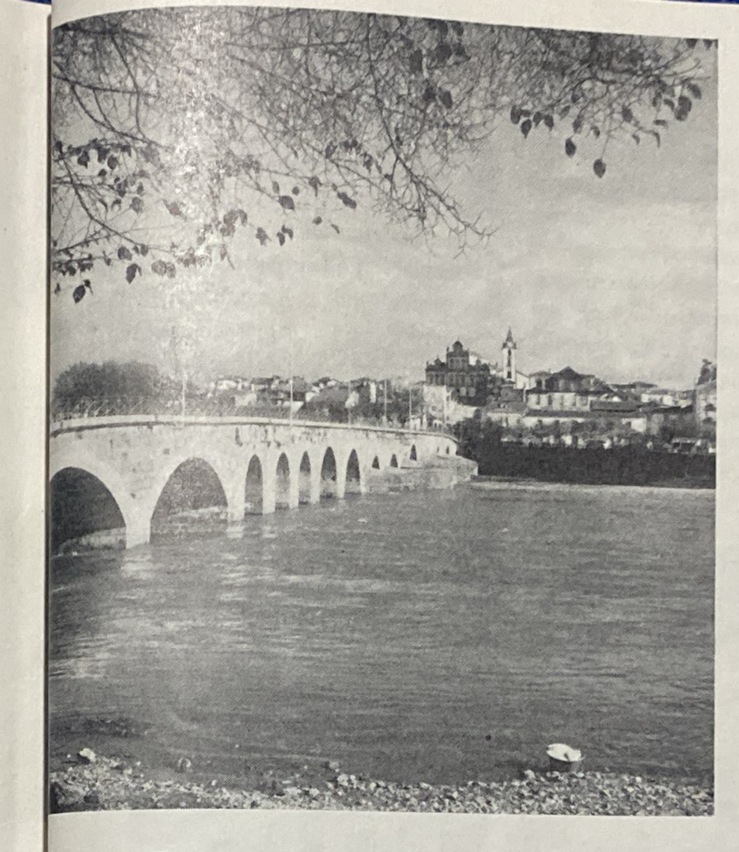
Les cours d'eau, larges rivières et petits ruisseaux, qui sillonnent la région dans toutes les directions, les nombreuses chutes d'eau, les cascades, lui confèrent un pittoresque véritablement singulier.

C'est dans le Trás-os-Montes que l'on trouve les plus vieux villages du Portugal; nombre de ses hameaux ont vécu isolés à travers le temps, car, du nord au sud, les imposantes serras du Marão, de Barroso et de Padrela, alignées entre les villes de Chaves et de Lamego, ont coupé l'accès à l'ouest, tandis que l'accès vers le sud était barré par le cours central du Douro, difficile à franchir.

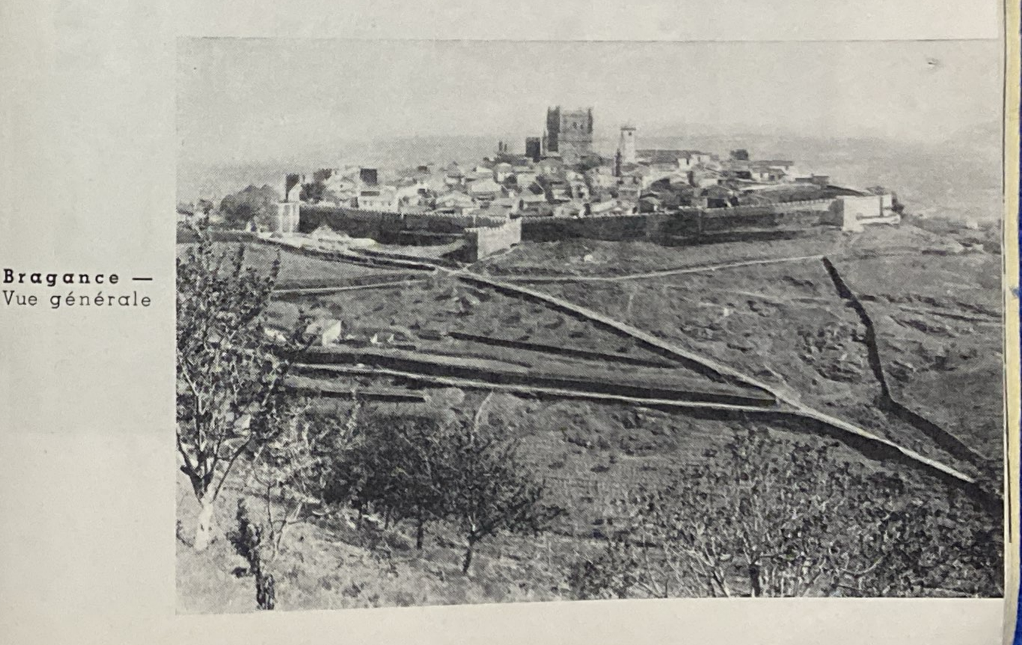
Sur une grande partie du territoire de la province, on trouve de petites localités dispersées qui n'ont entre elles que peu de contacts. Disséminés çà et là, se dressent des châteaux médiévaux, sur des positions naturellement bien défendues; on trouve également d'innombrables castros romains et plus anciens encore, vieilles localités fortifiées, ainsi que de nombreux dolmens. Parmi les vestiges des dominations étrangères, il faut mentionner le sanctuaire rupestre de Panóias.

Toute la bande sud de la province, de l'est à l'ouest, est occupée par le bassin hydrographique du Douro, extrêmement fertile, qui s'étend d'ailleurs à toute la région du Trás-os-Montes. Le cours du Douro se creuse difficilement un chemin entre les montagnes dont les pentes produisent le généreux vin de Porto, cultivé sur des terrasses exposées au soleil. Le peuple appelle la région la plus fertile du Douro «Terre Chaude», en raison des températures élevées que l'on enregistre, et, en opposition, il donne le nom de «Terre Froide» à la région montagneuse du nord.

Le vin de Porto, précieux nectar connu et apprécié dans le monde entier, est transporté jusqu'à la ville de Porto, qui lui a donné son nom, sur le cours du Douro, à bord des typiques barques «rabelos», munies d'une seule et grande voile rectangulaire et, à la poupe, d'un gouvernail manoeuvré au moyen d'une longue barre. Outre la vigne, les pommes de terre, le blé et le seigle sont les principales productions agricoles du Trás-os-Montes, auquel l'existence de gisements de wolfram et de fer confèrent un faciès économique caractéristique.



Mirandela — Pont romain



Bragance —
Vue générale

L'homme du Trás-os-Montes est peut-être un des types les plus marqués du Portugal; robuste et intelligent, de belle prestance, peu expansif et rude de manières, mais d'une sensibilité extrêmement riche, parfois mystique et enthousiaste. La rigueur du climat et la rudesse du paysage ont façonné son esprit et son caractère. Il est fort, de haute stature. Ici prédominent les yeux bleus, attribués à la lointaine influence des Suèves, venus du nord.

On trouve aujourd'hui encore dans la province de curieuses coutumes ancestrales, qui se traduisent, par exemple, dans un esprit communautaire très developpé: le four, le moulin, les pâturages, et très souvent les cultures sont encore exploitées collectivement. Les costumes traditionnels ainsi que les habitations sont extrêmement pittoresques. Signalons, entre autres, les longues et grosses capes des hommes qui leur descendent jusqu'aux pieds. Les hommes se coiffent d'un chapeau rond et les femmes d'un capuchon. L'habitation est faite de grands blocs de granit ou de schistes, abondants dans toute la province; elle est flanquée d'un balcon latéral en bois ou en pierre, supporté par des piliers.



Vila Real — La maison de Diogo Cam

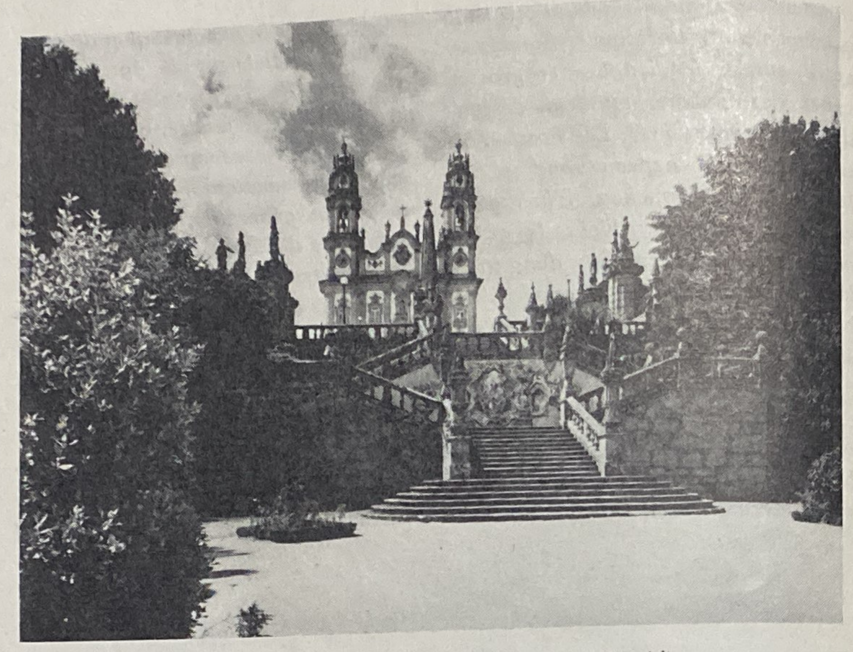
L'élevage est prospère dans la province, où il faut signaler les célèbres races bovines, «barrosão» et «mirandesa». Parmi les animaux sauvages, outre le sanglier, il faut mentionner spécialment le loup dont les gens du Trás-os-Montes sont habitués à se défendre, ce qui donne origine à de savoureuses histoires qui se transmettent parfois de génération en génération.

L'accès difficile des terres du Trás-os-Montes explique que se soient conservés ici différents dialectes, ainsi qu'un folklore extrêmement riche et pittoresque.

Berceau de personnalités illustres, en particulier d'écrivains, comme Camilo Castelo Branco, Aquilino Ribeiro, Ferreira de Castro, qui trouvent



Vila Real — Palais de Mateus



Lamego — Sanctuaire de Nossa Senhora dos Remédios

ici de nombreux motifs d'inspiration, dans les montagnes sauvages du Marão, les neiges du Gerez, la barque «rabelo» du Douro, les pics escarpés, et surtout l'Homme et la terre, terre de souffrances, d'incertitude, de luttes téméraires contre les éléments.

Parmi les principales villes du Trás-os-Montes, nous mentionnerons:

BRAGANCE, au voisinage de la frontière avec l'Espagne, au nord-est, un des deux chefs-lieux de district. Ville très ancienne, elle possède un monument unique en Europe, la Domus Municipalis, ainsi qu'un château médiéval, le Palais des Ducs de Bragance, et de curieux «piloris». Elle est desservie par la route internationale qui la relie à Hendaye et qui, descendant par Miranda et par Vila Real, conduit à Porto, après avoir franchi les pentes de l'imposant Marão.

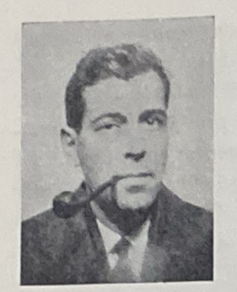
VILA REAL, également chef-lieu de district, est située à cent kilomètres environ de Porto. Entourée par de fertiles vignobles, elle possède une intéressante cathédrale gothique et un précieux musée ethnographique.

CHAVES, dans la partie centrale du nord de la province, est traversée par une route qui, venant d'Espagne, se poursuit par Vila Real, où elle s'embranche sur la grande voie internationale. C'est une des plus belles villes du Trás-os-Montes et l'une des plus anciennes agglomérations du Portugal. Il faut mentionner la forteresse de São Neutel, et le pont romain sur le Tâmega, ainsi que l'église romane de Nossa Senhora da Azinheira.

LAMEGO, à quelques cinquante kilomètres de Vila Real, est un vieil archevêché, avec son palais épiscopal, sa belle cathédrale du XII^{éme} et du XIII^{éme} siècle, et le sanctuaire de Nossa Senhora dos Remédios.

Nous ne pouvons manquer de mentionner un des bourgs les plus enchanteurs du Portugal: la trés vieille AMARANTE, près de Vila Real, située sur les pentes fabuleuses de la serra du Marão. On y visitera le couvent de São Gonçalo, patron du bourg.

Une des principales richesses du Trás-os-Montes réside sans aucun doute dans ses nombreuses stations thermales, qui jouissent de longues traditions et d'une renommée internationale. Mentionnons, entre autres, PEDRAS SALGADAS et VIDAGO, desservies par de modernes établissements hôteliers, à une distance de douze kilomètres l'une de l'autre, sur la route qui conduit de Chaves à Vila Real.



Pierre Hofstetter

LETTRE DE LONDRES

Dans les coulisses...

JE lis dans le *Sunday Times* de lord Thomson, qui vient de se déclarer ouvertement partisan du gouvernement Wilson (l'honorable lord a racheté récemment le *Times*), et qui a publié l'autre jour un texte de Bayard Rustin (agitateur nègre des Etats-Unis, collaborateur de Martin Luther King, qui fut le 22 janvier 1953 condamné à soixante jours de prison à Pasadena, en Californie, pour «perversion sexuelle»), que «parmi les 1250 prisonniers dont «Amnesty International» s'attribue le mérite d'avoir obtenu la libération, figurent Julieta Gandra — cette Portugaise, arrêtée en Angola en 1959, et relâchée en 1965 — et Heinz Brandt, un syndicaliste de la République fédérale, arrêté par les Allemands de l'Est, et relâché en 1964».

De quoi était accusée cette Julieta Gandra? Et pourquoi les communistes de Pankow s'en prirent-ils à ce Brandt? Le *Sunday Times* ne le dit pas. Et quant à «Amnesty International», cette curieuse organisation, en pleine déconfiture à l'heure où nous écrivons, elle a d'autres soucis que celui d'égaler les hauts faits qu'elle s'attribue et de nous en donner tous les détails.

«Amnesty International» fut fondée, nous dit le *Sunday Telegraph*, en 1961 par un avocat d'origine juive nommé Peter Benenson. Organisation non-politique, se proclama-t-elle, ayant pour but de «lutter pour les droits des prisonniers politiques». Le non-politique, il va de soi, est un de ces gros petits mensonges dont on a l'habitude. En effet, ce Benenson est un progressiste notoire, qui a été ou est encore associé à diverses organisations pro-communistes faisant campagne contre l'Occident en Afrique australe, telle que l'«Anti-Apartheid Movement» et le «Southern African Freedom Group», et «Amnesty International» n'a jamais levé le petit doigt en faveur du moindre détenu politique *de droite* (le Heinz Brandt précité est un socialiste), en Europe ou ailleurs.

A quoi est due sa déconfiture actuelle? Il y a d'abord eu les accusations sans fondement lancées par l'organisation contre les Britanniques à Aden, qui lui firent un tort énorme. Ensuite, Benenson s'est disputé avec l'ancien ministre irlandais Sean MacBride (qui paraissait, de toute manière, mieux inspiré quand il dirigeait le parti nationaliste républicain Clann Na Poblachta), président du comité exécutif d'«Amnesty International», mais aussi secrétaire de la Comission internationale des juristes: or, Benenson prétend que le secrétariat qu'assume MacBride aurait reçu de l'argent de la C. I. A., la célèbre «Central Intelligence Agency» américaine spécialisée dans l'espionnage et le renseignement. Enfin, il y a eu les accablantes révélations de Polly Toynbee.

Polly Toynbee est la petite-fille de l'historien Arnold Toynbee et la fille de Philip, qui écrit à l' *Observer*. Âgée aujourd'hui de vingt ans, elle fut embauchée l'an dernier par Benenson pour «enquêter en Afrique». Dégoûtée, elle vient de lâcher tout le morceau: A Lagos (Nigeria), raconte-t-elle, sa mission consista surtout à participer à d'énormes gueuletons à l'hôtel du Palais fédéral. Ecoutez-la: «Nous devons avoir dépensé d'énormes sommes, mais nous n'accomplîmes jamais rien. Nous n'avons jamais rencontré quelqu'un d'important. Nous reçûmes simplement quelques vagues assurances au sujet de l'état des détenus». Puis Polly Toynbee fut envoyée en Rhodésie. Voiture et chauffeur à sa disposition. Fonds illimités. Et de quelle provenance? Du gouvernement britannique! «Amnesty International», à Salisbury, aurait bien voulu faire libérer quelques-uns des terroristes arrêtés par le gouvernement Smith: mais Polly Toynbee et ses collègues furent expulsés dès que fut découverte la nature réelle de cette étrange organisation qu'est «Amnesty International».

*

C'est à dessein, évidemment, que le *Sunday Times* faisait figurer la Portugaise Julieta Gandra, en la nommant expressément, dans son article sur «Amnesty International»: cela permet de poursuivre la sournoise campagne contre le Portugal, en sous-entendant qu'il y a là-bas des prisonniers politiques dont, heureusement, s'occupe le digne Benenson!

Quelques jours plus tôt, dans le *Times* du même lord Thomson, un Portugais nommé Antonio de Figueiredo, établi depuis de longues années à Londres, critiquait la décision de l'OTAN d'établir une base au Por-

tugal, sous prétexte que les conditions politiques du dit Portugal n'étaient pas «démocratiques», que le régime pénitentiaire était «choquant», etc. Fort heureusement, lord Russel of Liverpool (qui est loin, soit dit en passant, d'être «de droite») n'a pas laissé passer sans réagir pareilles insanités. Il a répondu au *Times:* «J'ai moi-même entrepris une inspection détaillée des prisons portugaises à la suite d'allégations au sujet des «révoltantes conditions des détenus politiques au Portugal». J'ai pu constater, peut-être sans en être surpris, que ces allégations étaient grossièrement exagérées, et qu'il existe des garanties considérables contre tout abus».

Lord Russell ajoutait: «La constitution sous laquelle est gouverné le Portugal a été approuvée par un plébiscite national et elle a permis au pays de jouir de nombreuses années de paix, de stabilité et de progrès matériel. Sans doute le *senhor* de Figueiredo préférerait-il un retour aux temps où le chaos politique prévalait en guise de démocratie. Je pense que la majorité des Portugais lui donne tort».

Revenons au *Sunday Times* et au *Times*. Loin est le temps où ces deux journaux bénéficiaient d'une vaste réputation. Le premier, sous lord Thomson, se flatte aujourd'hui de suivre «l'opinion mondiale»; le second s'est «modernisé». Thomson est sonseillé par le banquier S. G. Warburg, de la célèbre famille de financiers juifs internationaux, dont l'un des membres, Edward M. Warburg (de la banque Kuhn, Loeb & Co.), eut pour grand-père ce bon vieux Jacob Schiff qui finança le triomphe du bolchevisme en Russie.

Si j'en crois une étude parue il y a quelques années dans l'*American Mercury,* les Warburgs sont sous le contrôle des Rotschilds. Le *Times,* qui, même après avoir été racheté par un magnat de la presse, continue malgré tout de passer pour un organe sérieux et quasi-officieux, fait aujourd'hui une campagne discrète en faveur de l'entrée de l'Aangleterre dans le Marché commun. Comme par hasard, lord Thomson et le premier ministre Wilson ont pour commun conseiller et ami le même Warburg, donc, indirectement, un Rotschild...

Le 21 avril 1962 parut dans le magazine londonien *Topic* (aujourd'hui disparu; il se voulait une sorte de *Time* à l'anglaise; Maurice Macmillan, le fils du premier ministre de l'époque siégeait en son conseil de rédaction) une information très curieuse: *«Le Marché Commun pourrait rétablir la grande banque européenne juive des Rotschilds comme la plus importante banque d'affaires du continent».* Mais pourquoi De Gaulle, dont le premier ministre vient de chez les Rotschilds, a-t-il dit «non»

aux Anglais candidats à l'entrée au Marché Commun? Y aurait-il parfois, chez ces messieurs de la haute finance, des divergences, ou même de sérieuses rivalités?

*

Disraeli, qui, étant juif lui-même, devait s'y connaître, déclarait: *«Le monde est gouverné par des personnages très différents de ce qu'imaginent ceux qui ne sont pas dans les coulisses».*

A-t-on assassiné John Kennedy parce que, s'étant rendu compte sur le tard de ce qu'on lui faisait faire, il refusa de jouer plus longtemps le jeu? Dans son livre «My Twelve Years with John F. Kennedy», Evelyn Lincoln rapporte que, à la veille du fatal voyage à Dallas, son mari ayant confié au président qu'il craignait pour sa vie, celui-ci répondit: «S'ils veulent m'avoir, ils m'auront n'importe où, même à l'église».

Lee Harvey Oswald, excellent tireur formé en U. R. S. S., communiste avéré, ne rata pas Kennedy. Il fut ensuite, dans le plus pur style communiste, liquidé à son tour. Son assassin était Jack Rubinstein, dit Ruby, qui est mort en prison sans avoir parlé.

A-t-on «aidé» Ruby à mourir? La question n'a pas reçu jusqu'ici de réponse satisfaisante. Mais ce que l'on sait maintenant, c'est que le dit Ruby, tenancier de boîtes de nuit à quatre sous et spécialiste de la traite des blanches (entre La Havane et les Etats-Unis), était en contact avec les Cubains de Castro dont Oswald était le partisan, et qu'il était très probablement de mèche avec Oswald.

L'assassinat de Kennedy est un crime communiste, dont les motifs restent peu clairs. L'assassinat d'Oswald en est un autre, et il y a de fortes chances pour que Jack Ruby et Jack Rubinstein, fonctionnaire éminent de la Ligue des jeunes communistes à Chicago, en 1929, n'aient été qu'une seule et même personne.

Informations & Communiqués

Dans la ligne de notre devise, «tout ce qui est national est nôtre; tout ce qui est occidental est nôtre», et, **le cas échéant, à titre de réciprocité,** *nous publions ci-dessous, dans l'ordre de leur réception, les communiqués qui nous sont adressés* entièrement rédigés.

■ **ASSOCIATION NATIONALE DES FAMILLES ET AMIS DES PARACHUTISTES COLONIAUX** — *Lettre aux adhérents N° 17 — Février 1967.*

Chers Amis,

Notre Association porte le titre d'Association nationale des Familles et Amis des Parachutistes Coloniaux, parce qu'elle a été créée en fait à la Brigade des Parachutistes Coloniaux de BAYONNE en Juillet 1968, et déclarée sous ce même titre à la Préfecture de Police de Paris en Novembre suivant.

Mais je tiens à rappeler que notre Association rassemble sans distinction d'Armes toutes les Familles des Officiers, Sous-Officiers et Parachutistes morts au combat, en service commandé ou en activité de service, quelle que soit l'unité à laquelle ils appartenaient lors de leur mort. Et ceci conformément au désir exprimé en 1958 par M. le Ministre des Armées, en nous donnant son entière approbation (Publié au Bulletin Officiel du Ministère des Armées).

Certes nos Troupes Aéroportées, dérivent à la fois de l'Infanterie Française de l'Air créée en 1936 et des bataillons des Parachutistes du Special Air Service (Forces Françaises Libres) formées en Angleterre à partir de 1941, sous la devise «Qui ose gagne» devise qui fut celle de la 1ère Escadrille de chasse française constituée en 1915.

A l'heure actuelle, il n'y a plus de Parachutistes Coloniaux, pas plus qu'il n'y a de Colonies Françaises, mais nous tenons avant tout à maintenir intacte une tradition qui fut glorieuse en Europe, en Asie et en Afrique. Et dont personne ne sait à l'heure actuelle si cette tradition restera toujours oubliée.

C'est pourquoi je demande à toutes les Familles et Amis des Parachutistes de toutes Armes de vouloir bien se joindre à nous, dans l'esprit qui nous est commun et que nous connaissons bien.

Le Président: C. de SAINT SALVY.

Correspondance: La correspondance doit être adressée au *Secrétariat de L'Anfac* 2, avenue Montaigne — Paris-8e.

Visites: A la même adresse, une Permanence est assurée régulièrement, les *Mardi, Jeudi* et *Samedi*, de 16 à 20 heures.

Pour les autres jours, vous pouvez nous demander un rendez-vous par lettre ou téléphone: 256-14-37.

Nous vous signalons que notre Bureau se trouve depuis quelques jours au 3e étage du 2, avenue Montaigne, porte à droite, face à l'ascenseur.

Cotisations: Nous demandons aux Familles et Amis de notre Association de bien vouloir nous adresser tout envoi: en *espèces*, en *timbres*, en *mandats*, en *chèques bancaires* ou *postaux* à A.N.F.A.P.C. - 2, avenue Montaigne — Paris-8e. — C.C.P. 14 856 53 Paris.

Cotisations: 2 F pour les Familles; 5 F pour les Anciens (Tous grades); 10 F pour les amis. (Bulletin d'adhésion sur demande).

■ **DEUX NOUVELLES DE TURQUIE:**

— Du 6 Nov. 1966 au 6 Février 1967, le Prof. Esenkova a préparé une série de commentaires (4 par semaine) en langue roumaine à Radio Ankara, à destination de la Roumanie. Ces commentaires avaient comme thème principal les souffrances du peuple roumain. On ne sait pour quelle raison ces programmes ont été subitement supprimés. Il semble que Radio Ankara (qui échappe au contrôle du gouvernement) n'ait pas voulu être dans une ligne anticommuniste. Nous relevons dans une émission consacrée au premier rapt de la Bessarabie par les Russes (1806-1812), la réflexion suivante du prof. Esenkova: «Le Traité de Tilsitt, si bien fait par Talleyrand, mettait fin au péril russe et assurait l'intégrité territoriale de la Turquie. Les pays roumains étaient sauvés. Ainsi le dictaient les intérêts de la France, mais il est vrai qu'à la tête du gouvernement français il y avait des hommes de la taille de Talleyrand...

— Du 10 au 12 février 1967, s'est tenu à Istanbul le Premier Grand Congrès des Nationalistes de Turquie, avec la participation de délégués (instituteurs. professeurs, syndicalistes, étudiants, foyers populaires, et autres) venus de tous les coins du pays, au nombre de plus de 400 personnes. L'objectif principal était de définir la ligne du nationalisme turc face aux problèmes intérieurs et extérieurs actuels. Dans la Proclamation adressée au Peuple Turc, le Congrès a relevé le danger permanent du Communisme. Le prof. Esenkova a été élu au Comité Exécutif du Congrès.

■ **LES AMIS DE LA CITE CATHOLIQUE, LE CLUB DE LA CULTURE FRANÇAISE, LA REVUE «ITINERAIRES», LE MONDE ET LA VIE, LA REVUE «PERMANENCES»,** vous prient d'assister à la grande réunion du 25 avril, sous la présidence de l'Amiral AUPHAN, avec Marcel DE CORTE, André GIOVANNI, Jean MADIRAN, Jean OUSSET, Michel de SAINT PIERRE, Louis SALLERON:

— 30ème anniversaire de l'Encyclique «DIVINI REDEMPTORIS» sur le communisme.
— 50ème anniversaire des apparitions de Notre Dame de Fatima.
— 60ème anniversaire de l'encyclique «PASCENDI».

mardi 25 avril 1967 à 20 heures 45.

Grande Salle de la Mutualité — 24,rue Saint Victor — Paris 5ème.

On peut se procurer des cartes d'invitation:

— au «Club de la Culture Française» — 42, rue d'Ulm — Paris 5ème.
— au «Club du Livre Civique» — 49, rue des Renaudes — Paris 17ème.
— à la revue «Le Monde et la Vie» — 49, av. d'Iéna — Paris 16ème.
— aux «Nouvelles Editions Latines» — 1, rue Palatine — Paris 6ème.

■ **LIVRES REÇUS À «DÉCOUVERTES»:**

Amiral de Brossard — MOANA, OCÉAN CRUEL — (Editions France-Empire) — 68, rue Jean-Jacques Rousseau — Paris 1er.

Pierre Fontaine — L'AVENTURE ALGÉRIENNE CONTINUE — (Les Sept Couleurs, 27, rue de l'Abbé-Grégoire — Paris 6e).

W. Vanvreeze — EPISODES DE LA GUERRE DES GUEUX — (Imprimerie Vitte — Lyon).

Echos et propos de DÉCOUVERTES

L'AFRIQUE AUX SOVIÉTIQUES

Moscou, 26 février — Une délégation de syndicats russes est partie aujourd'hui en avion à destination de Nairobi, afin de commencer par le Kenya un voyage en Afrique, qui se poursuivra par la Tanzanie, la Zambie et la Somalie.

(*ANI*, Lisbonne, 27-2-67)

EVASION...

«*La jeunesse britannique dominée par les drogues* — Londres, 27 février — La police anglaise continue activement à déceler le trafic et l'usage de stupéfiants en Angleterre et procède à des perquisitions dans les clubs, les salons de bal, et autres locaux fréquentés par des adolescents», informe l'agence ANI, de Lisbonne, qui signale de nombreuses arrestations, un peu partout en Angleterre, de jeunes gens qui s'adonnent à l'usage de drogues.

Ainsi, la jeunesse de ce qui fut le premier empire du monde cherche aujourd'hui l'évasion dans les drogues. N'est-ce pas, en partie, compréhensible?...

«PARIS BRÛLE-T-IL?...» ET LA PROPAGANDE COMMUNISTE

Le Parti Communiste fera activement participer le colonel Rol Tanguy à la campagne électorale. La raison: le personnage de M. Rol Tanguy apparaît dans le film «Paris brûle-t-il?», qui a attiré l'attention de 600 000 spectateurs.

(*L'Express*, 13-2-67)

LA FRANCE N'A QUE 27 ANS!

«Enfin, M. Jean Dutourd se présenta lui-même: «*Né en 1920*, dit-il, *j'ai eu le sentiment pendant mes vingt premières années que la France n'avait pas d'âme. Pour moi, la patrie est née en 1940, à l'appel du général de Gaulle.*

(*Le Monde*, 3-2-67)

LE DIEU

Reconnaissant qu'il est parachuté dans le Gers, dont il ignore tout, le candidat U.N.R. Armand Vigneu explique tranquillement dans «Gers-Demain», son journal électoral: «*Un prêtre étranger dans une nouvelle paroisse vient au nom de Dieu et cela suffit.*»

(*Minute* n.° 255)

LA SUISSE ET LA RHODÉSIE

En raison de sa neutralité, la Suisse ne peut pas se soumettre aux sanctions obligatoires contre la Rhodésie décidées par l'O.N.U. Telle est la décision que vient de prendre le gouvernement helvétique. Elle a été rendue publique le 13 février à Berne par le conseiller fédéral Spühler.

Le chef de la diplomatie helvétique a déclaré notamment, au cours d'une conférence de presse, qu'«en sa qualité de neutre permanent, la Suisse est tenue non seulement d'observer en temps de guerre les règles du droit classique de la neutralité, mais à pratiquer en temps de paix déjà une politique de neutralité.»

L'attitude de la Suisse et les propos tenus par le chef (socialiste) de sa diplomatie devraient faire réfléchir M. Thant, qui tient pour remplie la condition posée par l'article 2 de la Charte des Nations-Unies pour décider des sanctions obligatoires, à savoir que le pays — ou son gouvernement — contre lequel il faut sévir *met en danger* la paix.

IMPÉRIALISME

A propos des manifestations antifrançaises, Pékin, en janvier dernier, *Le Monde* du 2-2-67 relate:

«La manifestation antifrançaise commencée le matin du 31 janvier avait pris de l'ampleur dans l'après-midi.

«Les quelque cinq cents manifestants du matin avaient été renforcés par le personnel chinois au service des ressortissants français, et les diplomates de l'ambassade *ont pu, à travers les grilles, reconnaître et photographier au premier plan des manifestants leurs cuisiniers, bonnes et chauffeurs, hurlant: «A bas l'impérialisme français!»*

«Des slogans peints en noir sur les murs de l'ambassade stigmatisent en termes parfois très vulgaires l'*impérialisme français, la police française*, et les réactionnaires de tous bords. Les voitures diplomatiques françaises ont été couvertes de slogans alors qu'elles stationnaient en dehors du territoire de l'ambassade.»

La France, en 1967, accusée d'impérialisme! Qui l'eût cru?

LA «VICTOIRE» DE SIMONE DE BEAUVOIR

Interrogée à Tokio par l'écrivain japonais Ken Kaiko, Simone de Beauvoir a déclaré:

«Lorsque l'armée française a été battue à Dien Bien Phu, nous nous en sommes réjouis comme si c'était notre propre victoire».

(*La Tribune de Genève*)

A quoi sert donc la Haute Cour?... Nous préférons ne pas répondre.

DU «FIVE O'CLOCK» AU BANQUET

Nikita Khrouchtchev, n'avait eu droit qu'à un «five o'clock tea» lorsque la reine Elizabeth le reçut en 1956 en son château de Windsor. Alexis Kossyguine, par contre, a eu droit à un banquet au Palais de Buckingham lors de sa visite de février à Londres. Ce «K»-ci est-il pourtant tellement préférable à l'autre?

Lady Birdwood ne le pense pas. Présidente d'un Cercle des affaires étrangères, elle vient de publier un «mémorandum» qui rappelle les principaux «crimes contre l'humanité» commis par Kossyguine. Celui-ci, bolchevik de toujours, montra une remarquable servilité à Staline, grimpa les échelons de la hiérarchie durant les terribles procès des années 30, et fit partie du gouvernement qui envahit la Pologne, la Finlande et les Etats baltes. Il se rendit coupable de génocides monstrueux lors des déportations de Tchetchènes, d'Ingouches et de Kalmouks qu'il organisa. Le «mémorandum» ajoute: «Kossyguine a apporté son aide morale et matérielle au Viet-cong, et est ainsi directement responsable de la mort de soldats australiens et néo-zélandais du Commonwealth tombés au Vietnam».

EN CONNAISSANCE DE CAUSE

Saigon, 27 février *(A.F.P.)* — Plusieurs milliers de militants catholiques ont participé samedi soir, à Saïgon, à une manifestation *antipacifiste, antineutraliste* et *anticommuniste*.

Les manifestants ont ensuite organisé une retraite aux flambeaux jusqu'à la cathédrale. Alors qu'ils scandaient des chants patriotiques et révolutionnaires, des mannequins représentant notamment le général de Gaulle, M. Thant, le sénateur Fulbrigth, MM. Ho Chi Minh et Mao Tse-toung, ont été incendiés à quelques mètres de la statue de la Vierge.

(Le Monde, 27-2-67)

Les catholiques de Saïgon doivent tout de même connaître un peu mieux la question que les «marcheurs» catholiques de Bruxelles et autres lieux.

LES «MARCHEURS»...



Marche de la Paix à Bruxelles

...OU POURQUOI, NOUS, NOUS NE «MARCHONS» PAS !



Marche de la Paix à Moscou

(Photo Keystone — Munich)

LIBERTÉ À SENS UNIQUE

Petet Simple, ayant relevé dans le *Daily Telegraph* qu'Adolf von Thadden, chef du parti national-démocrate allemand, est tantôt décrit comme un «nazi» (par les communistes), tantôt comme un «néo-nazi» (par les commentateurs britanniques), remarque:

«Ce que von Thadden est réellement, davantage que ce qu'il est supposé être, nous risquons malheureusement de ne jamais le savoir. Les sociétés politiques d'une université après l'autre l'invitent à venir exposer son point de vue, mais chaque fois les réunions sont interdites ou supprimées sous un prétexte ou un autre. La vraie raison, dans chaque cas, est évidemment que la gauche est déterminée, à empêcher cette personne de se faire entendre dans notre pays. Qui que soit en réalité von Thadden, c'est là un exemple flagrant de suppresion de la liberté d'expression et de discussion, en brandissant la menace de désordre et de violence. Ces dernières années, pourtant, des extrêmistes approuvés par la gauche anglaise, y compris feu Malcom X, le chef musulman noir, ainsi que des communistes et des progressistes de toute obédience, ont pu parler en toute liberté devant le public des universités».

CES CAHIERS SONT COMPOSÉS ET IMPRIMÉS
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE

Silvas, L.da

114, Rua D. Pedro V, 126 ★ LISBONNE